

**REPUBLIQUE DU NIGER**  
FRATERNITE – TRAVAIL - PROGRES  
**MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**  
**INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE**  
Etablissement Public à Caractère Administratif  
Direction des Statistiques et des Etudes Economiques



**RAPPORT ECONOMIQUE ET FINANCIER 2015**

TABLE DES MATIERES .....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
<b>Chapitre I : Environnement Economique International Et Regional.....</b>	<b>7</b>
1.1 EVOLUTION DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE DANS LES GRANDES ZONES.....	7
1.2 L'INFLATION ET LES TAUX DE CHANGE .....	8
1.2.1 L'INFLATION DANS LE MONDE .....	8
1.2.2 TAUX DE CHANGE .....	9
1.3 LES COURS DES MATIERES PREMIERES .....	9
<b>Chapitre Ii : Bilan Economique Et Financier 2008 – 2012 .....</b>	<b>11</b>
2.1 SECTEUR REEL.....	11
2.1.1 EVOLUTION DE L'OFFRE .....	11
2.1.1.1 SECTEUR PRIMAIRE .....	11
2.1.1.2 SECTEUR SECONDAIRE .....	12
2.1.2 EVOLUTION DE LA DEMANDE .....	13
2.1.2.1 CONSOMMATION FINALE.....	13
2.1.2.2 INVESTISSEMENT .....	13
2.1.2.2 ECHANGES EXTERIEURS .....	13
2.1.3 PRIX ET INFLATION .....	14
2.2 FINANCES PUBLIQUES .....	15
2.2.1 RECETTES TOTALES ET DONS .....	16
2.2.1.1 RECETTES FISCALES.....	16
2.2.1.2 RECETTES NON FISCALES.....	18
2.2.2 DEPENSES TOTALES ET PRETS NETS.....	18
2.2.2.1 DEPENSES COURANTES .....	18
2.2.2.3 DEPENSES EN CAPITAL .....	19
2.2.3 SITUATION DE LA DETTE .....	20
2.3 SITUATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS.....	20
2.2.4 SITUATION MONETAIRE .....	21
2.2.4.1 AVOIRS EXTERIEURS NETS.....	22
2.2.4.1 CREDIT INTERIEUR .....	22
2.2.4.2 MASSE MONETAIRE .....	22
<b>Chapitre Iii : Evolution Recente De L'economie Nigerienne.....</b>	<b>23</b>
3.1 L'ANALYSE DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE.....	23
3.1.1 L'ANALYSE PAR SECTEUR D'ACTIVITE ECONOMIQUE.....	23
3.1.1.1 SECTEUR PRIMAIRE .....	23
3.1.1.2 SECTEUR SECONDAIRE .....	24
3.1.1.3 LE SECTEUR TERTIAIRE.....	24
3.1.2 LES EMPLOIS DU PIB.....	25
3.1.2.1 LA CONSOMMATION FINALE .....	25
3.1.2.2 LES INVESTISSEMENTS .....	26
3.1.3 L'INFLATION ET L'ANALYSE DES PRIX .....	26
3.2 FINANCES PUBLIQUES .....	27
3.2.1 LES RECETTES TOTALES ET DONS.....	27
3.2.2 LES DEPENSES TOTALES ET PRETS NETS.....	28
3.2.2.1 DEPENSES COURANTES .....	28
3.2.2.2 LES DEPENSES EN EQUIPEMENTS .....	29
3.2.2.3 LES SOLDES BUDGETAIRES CARACTERISTIQUES .....	29
3.2.4 LA DETTE PUBLIQUE.....	29
3.3 LA BALANCE DES PAIEMENTS.....	32
3.4 SITUATION MONETAIRE .....	33
3.4.1 AVOIRS EXTERIEURS NETS .....	33
<b>3.4.2 CREDIT INTERIEUR.....</b>	<b>34</b>
<b>3.4.3 MASSE MONETAIRE.....</b>	<b>34</b>
<b>Chapitre 4 : Les Estimations Pour 2015.....</b>	<b>35</b>
4.1 CROISSANCE ECONOMIQUE ET INFLATION.....	35

<b>4.2 FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE</b> .....	36
4.3 BALANCE DES PAIEMENTS.....	37
<b>4.4 SITUATION MONETAIRE</b> .....	38
5.4 CRITERES DE CONVERGENCE.....	39
<b>Conclusion Generale</b> .....	<b>40</b>
<b>References Bibliographiques</b> .....	<b>41</b>
<b>Annexes</b> .....	<b>42</b>

**Liste Des Graphiques**

Graphique 1 : Variation De L'indice Des Prix A La Consommation Dans Les Principaux Pays Et Grandes Zones (En %) ....	9
Graphique 2 : Evolution Mensuelle Du Prix Du Baril De Petrole (2= Brent) (En Us\$).....	10
Graphique 3: Evolution Mensuelle Du Cours De L'or (Us\$/G).....	10
Graphique 4: Evolution Mensuelle Du Prix Du Kilogramme D'uranium (En \$ Us).....	10
Graphique 5 : Evolution Des Echanges Exterieurs En Pourcentage Du Pib.....	14
Graphique 6 : Evolution Du Taux De Croissance Reel Du Pib Et Du Taux D'inflation.....	15
Graphique 7 : Evolution Des Recettes Totales Et Fiscales En Milliards De Fcfa .....	17
Graphique 8: Evolution Des Depenses Courantes Et Recettes Fiscales En Milliards De Fcfa.....	19
Graphique 9 : Evolution Des Depenses Courantes Et En Capital En Milliards De Fcfa .....	19
Graphique 10: Evolution Des Importations Et Exportations En Milliards De Fcfa.....	21
Graphique 11: Evolution Des Differents Soldes De La Balance Des Paiements En Milliards De Fcfa .....	21
Graphique 12 : Secteurs D'activite Economique : Croissance En %.....	36

**Liste Des Tableaux**

Tableau N°1 : Evolution Des Taux De Croissance De L'economie Mondiale.....	7
Tableau N°2 : Secteurs D'activite Economique : Poids Et Croissance En % .....	12
Tableau N°3 : Indicateurs Lies Aux Emplois Du Pib (En % Du Pib).....	14
Tableau N°4 : Principaux Indicateurs De L'economie Nigerienne .....	15
Tableau N°5 : Taux De Pression Fiscale Dans L'espace Uemoa En % .....	17
Tableau N°6° : Indicateurs Lies Aux Emplois Du Pib (En % Du Pib).....	27
Tableau N°7 : Évolution Des Agregats Des Finances Publiques.....	31
Tableau N°8: Balance Des Paiements (Valeur En Fin De Periode).....	33
Tableau N°9 : Evolution De La Situation Monetaire En Milliards De Fcfa .....	34
Tableau N° 10: Évolution Des Agregats Des Finances Publiques En Milliards De Fcfa .....	37
Tableau N°11 : Principaux Indicateurs De La Balances De Paiements.....	38
Tableau N°12: Situation Monetaire.....	39
Tableau N°13: Criteres De Convergence De L'uemoa.....	39

**Sigles et abréviations**

*AIE* : Agence Internationale de l'Energie

*BCE* : Banque Centrale Américaine

*BCEAO* : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

*BP* : Balance des paiements

*CNPE* : Le Comité National de Politique Economique

*DGI* : Direction Générale des Impôts

*DRF* : Direction des réformes financières

*CNPE* : Comité National de Politique Economique

*FBCF* : Formation Brute de Capital Fixe

*FED* : Réserve Fédérale

*FMI* : Fonds Monétaire International

*INS* : Institut National de la Statistique

*MENA*: Middle East and North Africa

*MF* : Ministère des Finances

*NNN* : Nigériens Nourrissent les Nigériens

*PDES* : Plan de Développement Economique et Social

*PIB* : Produit Intérieur Brut

*PNG* : Politique Nationale du Gouvernement

*PPTE* : Pays Pauvres Très Endettés

*OMC* : Organisation Mondiale du Commerce

*OMD* : Objectifs Millénaire pour le Développement

*UEMOA* : Union économique et monétaire ouest africaine

*REF* : Rapport Economique et Financier

*SOMAIR* : Sociétés des Mines de l'Air

*SOMINA* : Sociétés des Mines d'Azélik

*SORAZ* : Société de Raffinage de Zinder

*TOFE* : Tableau des opérations financières de l'Etat

*TVA* : Taxe sur la valeur Ajoutée

## Résumé

L'environnement économique international est marqué en 2015 par le retour de la croissance dans la zone euro (+1,5% en 2015 contre 0,8% en 2014), une légère amélioration de la croissance aux Etats-Unis (+2,6% contre +2,4% en 2014) et un ralentissement de l'expansion économique dans les pays émergents et en développement (+4% contre +4,6% en 2014). Au total, la croissance mondiale ressortirait à 3,1% en 2015, soit un ralentissement de 0,3 point de pourcentage par rapport à 2014, selon les dernières estimations du Fonds monétaire international.

Dans les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), les dernières estimations tablent sur une croissance du PIB de 6,7% en 2015 après 6,5% en 2014. Cette performance économique serait portée principalement par la poursuite des investissements dans les infrastructures, les services marchands ainsi que l'essor des activités minières et industrielles.

**Au plan interne**, après une croissance de **11,8%** en 2012 tirée par le démarrage de la production de pétrole brut et une bonne récolte agricole, la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel s'est établie à **4,6 %** en 2013. Ce repli en 2013 s'explique par le ralentissement de la production agricole affectée par un déficit pluviométrique au cours de la campagne agricole 2013/14 et par le ralentissement de la production minière. Les dernières estimations situent le taux de croissance à **6,9%** en 2014 du fait principalement de la bonne marche des activités minières et pétrolières et d'une bonne campagne agricole. En 2015 La croissance du PIB réel est estimée à **4,8%** en 2015, soit une baisse de **2,1 points** de pourcentage. L'inflation est restée basse avec un taux de **-0,9%** en 2014 contre **2,3%** en 2013 et **0,5%** en 2012.

Au niveau **des finances publiques**, au cours de l'année 2014, les recettes totales ont connu un accroissement de **14,0%** essentiellement porté par les recettes fiscales (+**10%**). L'exécution des opérations de l'Etat a été caractérisée par un **déficit global base engagement** de **442,3** milliards FCFA à fin décembre 2014 contre **393,9** milliards de FCFA au cours de la même période en 2013. Quant à l'encours de la dette publique, à fin décembre 2014, il a progressé de **15.4%** par rapport à fin décembre 2013.

S'agissant de **la balance des paiements**, le solde est ressorti excédentaire de **181,4** milliards de FCFA à fin décembre 2014, après un excédent de **99** milliards de FCFA un an plutôt. En 2015 le solde de la balance de paiement devrait ressortir excédentaire de **180,7** milliards de FCFA, en baisse de **0,33%** par rapport à l'année 2014. Cette situation résulterait d'une dégradation du compte courant et d'un excédent du compte de capital et d'opérations financières. Les estimations de la balance commerciale du Niger en 2015 font état d'un solde déficitaire de **383** milliards de FCFA après **390,6** milliards de FCFA en 2014. Cette évolution s'expliquerait par une hausse des importations et une baisse des exportations. Concernant **la situation monétaire**, les estimations de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) à fin décembre 2015 laissent apparaître une expansion des avoirs extérieurs nets (**15,7%**), un accroissement du crédit intérieur et de la masse monétaire respectivement de **1,73%** et **12,4,0%** et une baisse **29,6%** de la Position Nette du Gouvernement (P.N.G.) par rapport à la même période en 2014.

En terme de **convergence au sein de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA)**, sur cinq (**05**) critères, le Niger en a respecté trois (**03**) à savoir le taux d'inflation, le taux d'endettement et le ratio masse salariale en pourcentage des recettes fiscales. Les critères non respectés concernent le solde budgétaire (dons compris) et le taux de pression fiscale.

## INTRODUCTION

Le Rapport Economique et Financier (REF) 2015, représente un document d'analyse macroéconomique pertinent qui pourrait soutenir les grandes orientations contenues dans le projet de loi de Finances. Le présent REF est élaboré dans un environnement mondial et régional en pleine évolution avec des trajectoires de reprise similaires selon les contextes et les pays. D'un point de vue global, le taux de croissance de l'économie mondiale est projeté à 3,1% en 2015 contre 3,4% en 2014 soit une baisse de 0,3 point de pourcentage. Cette situation est imputable au ralentissement de la croissance observé dans les pays émergents et en développement. Au plan national il est marqué par la poursuite de la mise en œuvre du Plan de Développement Économique et Social (PDES) dont celle du plan d'actions de l'Initiative 3N « les Nigériens Nourrissent les Nigériens » ainsi que de la gestion du contexte sécuritaire régional. Il a été également marqué par la poursuite du Programme Économique et Financier, appuyé par la Facilité Élargie de Crédit (FEC) du FMI qui a permis de renforcer la mobilisation des ressources extérieures, notamment les appuis budgétaires.

Le présent Rapport Economique et Financier qui pourrait soutenir le projet de loi de finance de 2016, exprime la volonté de l'Etat d'accompagner le redressement de l'activité économique en tirant profit d'un environnement international plus porteur, en particulier de meilleures perspectives de croissance pour la zone UEMOA et en Europe qui devraient favoriser nos exportations. A moyen terme le gouvernement vise à porter le taux de croissance économique au-dessus de 7% (taux exigé par les Objectifs Millénaires pour le Développement (OMD) pour réduire la pauvreté et améliorer significativement le bien-être), dans un contexte de maîtrise de l'inflation, de façon à consolider le pouvoir d'achat des ménages et la compétitivité de l'économie. Le Gouvernement entend également poursuivre une politique prudente en matière de gestion des finances publiques et d'endettement pour préserver la stabilité macroéconomique.

Ainsi, le REF comprend quatre (4) chapitres. Après la présentation de l'environnement économique international et régional (**chapitre 1**) et le bilan économique et financier 2008-2012 (**chapitre 2**), le présent REF traite de l'évolution récente de l'économie nigérienne en 2013/2014 (**chapitre 3**) et des estimations pour 2015 (**chapitre 4**.)

## CHAPITRE I : ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET REGIONAL

L'économie mondiale s'est révélée moins dynamique que prévue. Sa croissance resterait limitée à 3,1% en 2015 après 3,4% en 2014, avant de marquer une légère remontée à 3,6% en 2016 selon les dernières projections du Fonds Monétaire International (FMI). Les perspectives des pays avancés s'améliorent sous l'impulsion de l'économie américaine dont la croissance atteindrait 2,8% après 2,6% en 2015 et 2,4% en 2014. Ces rythmes restent, néanmoins, bien en deçà des rattrapages nécessaires pour retrouver sa tendance. La reprise européenne reste modérée et fragile, tandis que la croissance dans les pays émergents et les pays en développement devrait être moins soutenue, principalement à cause d'une dégradation des perspectives de quelques grands pays émergents et des pays exportateurs de pétrole dont, notamment, la Chine, le Brésil et la Russie.

**Tableau N°1 : Evolution des taux de croissance de l'économie mondiale**

	2014(e)	2015(p)	2016(p)
<b>Monde</b>	3,4	3,1	3,6
<b>Pays avancés</b>	1,8	2	2,2
<b>Etats-Unis</b>	2,4	2,6	2,8
<b>Zone Euro</b>	0,9	1,5	1,6
<b>Japon</b>	-0,1	0,6	1
<b>MENA</b>	2,6	2,5	3,9
<b>Pays Emergents et en Développement</b>	4,6	4	4,5
<b>Afrique Subsaharienne</b>	5	3,8	4,3

Source : perspectives de l'économie mondiale octobre 2015, FMI. P= prévision

### 1.1 Evolution de la croissance économique dans les grandes zones

**Aux Etats-Unis**, après une contre-performance temporaire début 2015, liée à une vague de froid hivernal et à la forte appréciation du dollar, la croissance économique devrait se redresser progressivement pour s'établir à 2,6% en 2015 et 2,8% en 2016 après 2,4% en 2014. La demande globale est soutenue par les conditions monétaires favorables. Les dépenses de consommation des ménages sont encouragées par le redressement continu du marché de l'emploi. Le taux de chômage poursuit sa tendance baissière, reculant à son plus bas niveau en sept ans (5,1% en septembre 2015).

Dans **la zone euro**, la reprise économique devrait se poursuivre à un rythme modéré. La croissance du PIB est prévue à 1,6% en 2016 après 1,5% en 2015 et 0,9% en 2014. Elle est soutenue par les niveaux bas des prix du pétrole et des taux d'intérêt, la dépréciation de l'euro qui améliore la compétitivité des exportations, le maintien d'une orientation plus expansionniste de la politique monétaire ainsi que par une politique budgétaire moins restrictive.

La reprise de la zone euro serait généralisée aux principaux pays membres, en particulier l'Allemagne (1,6% en 2016 après 1,5% en 2015), la France (1,5% après 1,2%), l'Italie (1,3% après 0,8%) et l'Espagne dont le rythme de croissance s'avère relativement solide (2,5% après 3,1%).



**Au Japon**, après une contraction de l'activité, consécutive à la hausse de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) survenue en 2014, l'économie poursuit son redressement graduel et devrait enregistrer une croissance de 0,6% en 2015 et de 1,0% en 2016. La reprise bénéficie de la baisse des prix du pétrole, du maintien de la politique monétaire accommodante, de la dépréciation du yen qui soutient les exportations ainsi que du report de la seconde hausse de la TVA initialement prévue pour octobre 2015. Dans ce contexte, la politique monétaire ultra-accommodante de la Banque du Japon devrait se poursuivre dans la perspective d'atteindre l'objectif d'inflation de 2%.

Au niveau des **économies émergentes et en développement**, la croissance devrait ralentir en 2015 pour s'établir à 4,0% après 4,6% en 2014 en raison, notamment, d'une détérioration des perspectives de quelques grands pays émergents et des pays exportateurs de pétrole, avant de marquer une reprise modérée de l'ordre de 4,5% en 2016. La croissance dans les pays émergents reste entourée de risques baissiers, liés à des faiblesses de nature interne et aux effets de la normalisation de la politique monétaire américaine.

Les rythmes de croissance sont, toutefois, variables entre les pays et les régions. La croissance restera relativement robuste dans les pays de l'Asie émergente (6,4% en 2016 après 6,5% en 2015). Le ralentissement de l'économie chinoise (6,3% après 6,8%) sera compensé par le nouveau dynamisme de l'Inde (7,5% après 7,3%). Au Brésil, l'activité économique devrait poursuivre sa contraction (-1,0% après -3,0%), affectée par le durcissement de la politique macroéconomique. L'économie russe devrait également rester en récession (-0,6% après -3,8%), affectés par les niveaux bas des cours de pétrole et les effets des tensions géopolitiques liées à la crise ukrainienne.

Au niveau de **l'Afrique subsaharienne**, le taux de croissance économique a atteint 5% en 2014, contre 5,2% en 2013, et devrait ralentir en 2015 pour s'établir à 3,8%, affecté par les effets de la baisse des prix des produits de base et des épidémies dans certains pays. Toutefois, la croissance devrait se renforcer en 2016 pour s'établir à 4,3%.

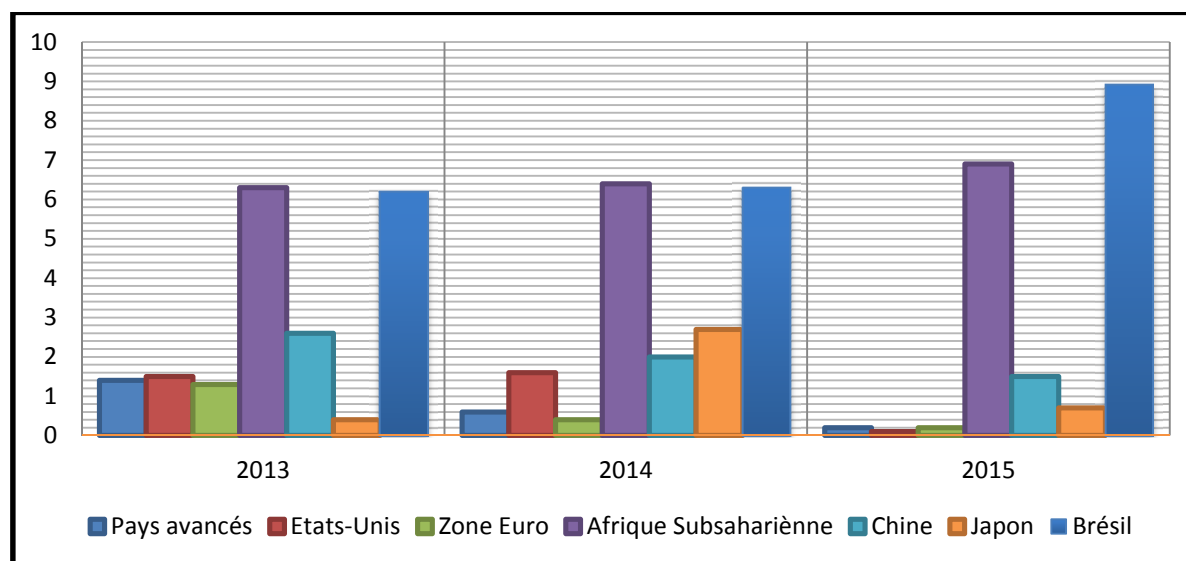
Dans **l'UEMOA**, la croissance devrait se maintenir au-dessus de 6% grâce au maintien d'investissements publics et privés élevés, et être favorisée par l'affaiblissement de l'euro, auquel le FCFA est ancré, et l'amélioration des termes de l'échange par rapport à l'évaluation de l'année précédente, due notamment à la hausse des cours pétroliers internationaux. Cependant, cette performance pourrait être contrariée par la crise sécuritaire dans la zone du sahel ainsi que les inondations qui ont affecté la production vivrière dans certaines régions de la zone

## **1.2 L'inflation et les taux de change**

### **1.2.1 L'inflation dans le monde**

L'inflation mondiale devrait rester modérée en 2015, du fait d'un affaiblissement de la demande intérieure dans plusieurs pays émergents et de la baisse généralisée des cours des matières premières.

### Graphique 1 : Variation de l'indice des prix à la consommation dans les principaux pays et grandes zones (en %)



Source : perspectives de l'économie mondiale octobre 2015, FMI

#### 1.2.2 Taux de change

Du côté du **marché des changes**, l'euro est soutenu par les injections de liquidité des banques centrales notamment aux Etats Unis, au Japon et en Chine ainsi que par des rapatriements de fonds en provenance des pays émergents. Toutefois, l'euro poursuit sa dépréciation, au deuxième trimestre 2015, mais à un rythme moindre qu'au trimestre précédent, notamment par rapport aux principales monnaies anglo-saxonnes. En effet, face au dollar et à la livre sterling, la monnaie unique européenne aurait baissé, sur un trimestre, de près de 2% et 3%, respectivement, contre près de 10% et 6%, au premier trimestre. En variation glissante sur un an, le niveau de baisse de la monnaie communautaire est estimé à 19% vis-à-vis du dollar et à 11% face à la livre sterling. Sur le premier semestre 2015, les mêmes niveaux de baisse sont presque observés.

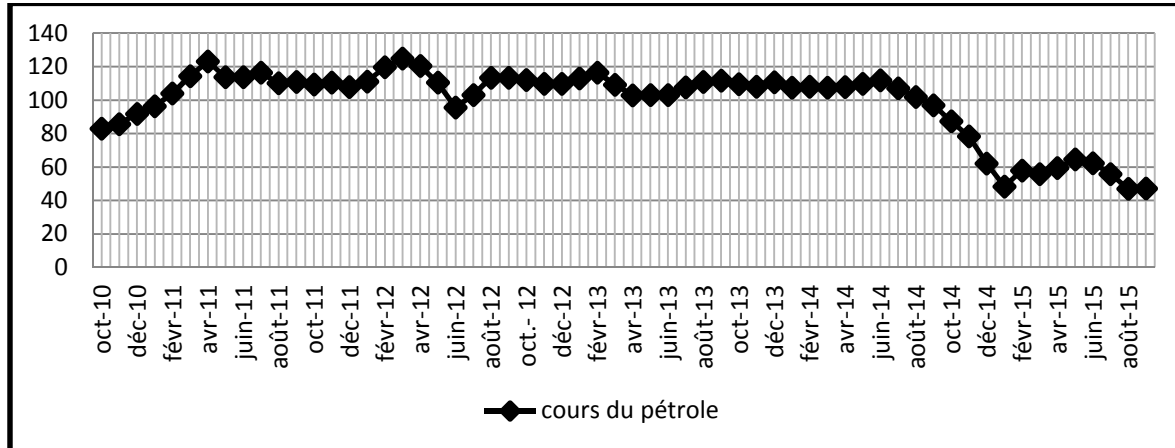
#### 1.3 Les cours des matières premières

S'agissant des matières premières, les cours ont enregistré une tendance baissière au cours des deux dernières années. La fin 2014 a été marquée par la chute sans précédent depuis 2008 des cours du pétrole qui ont glissé sous la barre des 50 dollars compte tenu de l'offre excédentaire sur le marché et de la forte exploitation du gaz aux États-Unis. Une remontée timide des cours est attendue à l'horizon 2015 selon la plupart des analystes aux alentours de 70 dollars le baril, ce qui donnerait une moyenne de 58,2 dollars/barils en 2015.

Le cours de l'or s'est établi à 39,7 US\$/g en septembre 2015, marquant une baisse de 9% en glissement annuel. Il affiche une valeur moyenne de **39,7\$/g**, ce qui constitue une baisse de **5,8%** par rapport au trimestre passé et une baisse de **12,2%** sur un an. Le marché de l'Or malgré un contexte international marqué par la dépréciation des monnaies de la plupart des pays face au dollar américain et de sa position de valeur de refuge ; ne parvient pas à

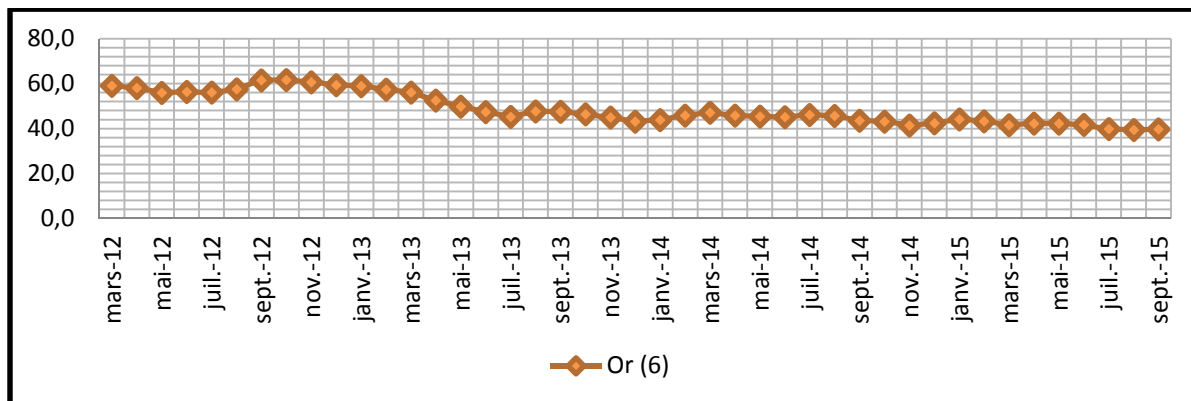
s'affranchir de sa tendance baissière pour s'orienter à la hausse. Par ailleurs le cours de l'uranium, qui est baisse depuis l'accident de la centrale japonaise de Fukushima en mars 2011, est dans une tendance haussière depuis le trois trimestre 2015.

**Graphique 2 : Evolution mensuelle du prix du baril de pétrole (2= Brent) (en US\$)**



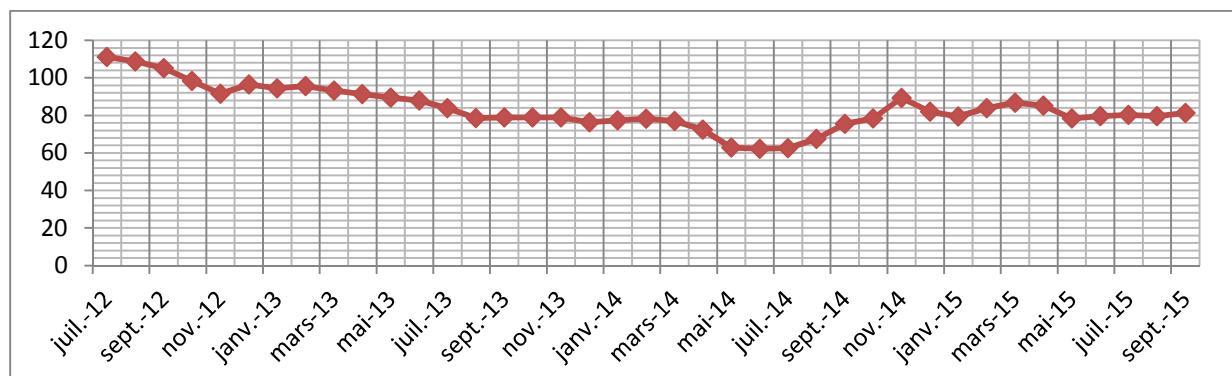
Source : AFRISTAT, FMI, Reuters, INSEE

**Graphique 3 : Evolution mensuelle du cours de l'or (US\$/g)**



Source : AFRISTAT, FMI, Reuters, INSEE

**Graphique 4 : Evolution mensuelle du prix du kilogramme d'uranium (en \$ US)**



Source : AFRISTAT, FMI, Reuters, INSEE

## CHAPITRE II : BILAN ECONOMIQUE ET FINANCIER 2008 – 2012

Au cours de la période 2008-2012, l'économie nigérienne a enregistré un taux de croissance moyen de l'ordre de 6,3% en termes réels. Ce taux est inférieur aux 7% jugés nécessaires pour permettre un décollage réel de l'économie et réduire significativement le niveau de pauvreté. Il faut aussi noter que cette moyenne cache le caractère très instable du taux de croissance économique dû au poids de l'agriculture, secteur très vulnérable aux chocs et aléas climatiques.

En 2008, l'activité économique a enregistré un taux de croissance de 9,6% après 3,1% en 2007, du fait principalement de la bonne pluviométrie enregistrée cette année. L'année 2009 a été marquée par une baisse du taux de croissance (2,1%) par rapport à l'année 2008 (9,6%). Cela est imputable à la baisse de la production minière, qui constitue un des principaux axes de développement du pays (notamment l'extraction d'uranium, de charbon et de l'or), mais aussi par les mauvais résultats de la campagne agricole enregistré cette année. Contrairement à l'année 2009, la croissance est remontée à 8,4% en 2010, malgré les chocs que l'économie a subis (baisse des financements extérieurs suite à la crise politique, insécurité alimentaire et inondations).

En 2012, le taux de croissance économique a connu une forte augmentation en passant de 2,3% à 11,8%, soit une augmentation de 9,5 points de pourcentage. Cette performance s'explique essentiellement par une bonne campagne pluviométrique dans le temps et dans l'espace et le démarrage de la production pétrolière.

### 2.1 Secteur réel

#### 2.1.1 Evolution de l'offre

Sur la période 2008-2012, tous les secteurs économiques ont contribué positivement à la croissance du PIB. Le secteur primaire en particulier a contribué en moyenne à 43,7%, le secteur secondaire à 11,9%, le secteur tertiaire à 36,8% et la contribution des impôts sur la production (7,6%).

##### 2.1.1.1 Secteur primaire

Au Niger, la croissance économique repose pour l'essentiel sur les performances du secteur primaire qui subit les contrecoups des aléas climatiques. Ce secteur occupe plus de 80% de la population active, sur des terres arables qui se raréfient et se dégradent sous l'effet d'une utilisation extensive. Il maintient ainsi près des deux tiers des nigériens dans une insécurité alimentaire chronique.

Essentiellement informel, ce secteur a connu une baisse brutale de 9,5% en 2009 contre une augmentation de 16,2% en 2008 avant de connaître à nouveau un rebondissement de 15,2% en 2010. Cette dernière évolution est imputable à la forte augmentation de la production agricole qui croît de 20,4% en 2010 après une baisse de 15,9% en 2009.

La hausse de la production agricole est particulièrement due à celle des cultures hivernales, notamment les céréales et le niébé (53,2% de la production totale) qui progresseraient de 21,8%.

En 2012, le secteur primaire a enregistré une hausse de 13,2% contre une baisse de 3,0% en 2011. Cette variation résulte en partie de la forte augmentation de la production agricole qui progresse de 18,9% en 2012, après une baisse de 6,7% en 2011.

### 2.1.1.2 Secteur secondaire

Après une croissance moyenne de 5,8% au cours de la période 2008 – 2012, le secteur secondaire, regroupant les activités liées à la transformation des matières issues du secteur primaire, est dominé par la production minière et pétrolière. Il a enregistré une chute significative au cours des années 2008, 2009 et 2010 en passant respectivement 11,6%, 8,3% et 5,3%. Contrairement aux années précédentes, l'année 2012 est marquée par une hausse spectaculaire de 42,0%. Cette dernière situation s'explique par le démarrage de la production pétrolière et la performance des branches de l'uranium et d'or qui constituent 36,3% de la valeur ajoutée du secteur. En valeurs nominales, la branche des activités extractives représente 52,9% du secteur secondaire en 2012.

### 2.1.1.3 Secteur tertiaire

Ce secteur a enregistré une croissance réelle de 1,3% en 2010 contre 5,5% en 2009 et 3,6% en 2008. Cette décélération est imputable à la baisse du rythme de croissance des activités des administrations publiques et des autres services. Après cette période, le taux de croissance s'est stabilisé autour de 5,0%. Cela s'explique en partie par la bonne tenue des activités de services et des activités d'hébergement et de restauration qui connaissent une augmentation au cours de ces dernières années.

**Tableau N°2 : Secteurs d'activité économique : poids et croissance en %**

<b>Importance par rapport au PIB (%)</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>
Secteur primaire	46,1	42	44,9	42	43,3
Secteur secondaire	10,1	11,4	11,4	11,8	15
Secteur tertiaire	36,4	38,7	36,2	37,3	35,4
<b>Accroissement des secteurs (%)</b>					
Secteur primaire	16,2	-9,5	15,8	-3	12,8
Secteur secondaire	3,6	11,6	8,3	6	40,3
Secteur tertiaire	3,6	5,5	1,3	5,4	5,4

Source : INS, Comptes Economiques de la Nation 2013

## 2.1.2 Evolution de la demande

### 2.1.2.1 Consommation finale

La consommation finale des ménages représente 70,9% des emplois du PIB en 2012. Elle est en hausse de 5,0%, comparativement à l'année précédente. La baisse du rythme de progression de la consommation des ménages s'explique en partie par le déficit de la production agricole enregistré lors de la campagne agricole 2011/2012,

La consommation finale des Administrations publiques connaît également un repli de son rythme de croissance avec un taux de 7,1% en 2012 contre 10,9% en 2011.

Globalement, la consommation finale accuse une hausse de 5,3% en 2012 contre 6,2% en 2011.

### 2.1.2.2 Investissement

L'investissement s'est établi à 40% du PIB en 2010 contre 34,7% en 2009 et 32,1% en 2008. Cette évolution de la part des investissements dans le PIB est imputable à la hausse des dépenses publiques d'équipement et à la poursuite des investissements dans les domaines de la recherche minière, notamment uranifères et pétrolières, de l'énergie et des communications entraînant une forte croissance aussi bien dans le secteur privé que public. Après une baisse de 3,5% en 2011 probablement imputable à la transition politique consécutive au coup d'Etat de 2010, le taux d'investissement reprend lentement son évolution pour atteindre 0,9% en 2012. Cette faible progression est essentiellement imputable à la hausse de la FBCF publique qui s'est accrue de 89,5% dont l'effet a été atténué par la baisse la FBCF privé de 18,2%.

La hausse de la FBCF publique en 2012 est due aux investissements massifs engagés par l'Etat, à la fois sur ressources propres et sur appuis extérieurs, dans les domaines du secteur rural, du secteur routier et des secteurs sociaux de base (éducation et santé). Le recul de la FBCF privée pourrait s'expliquer par l'arrêt des achats de certains biens d'équipements dans les secteurs minier et pétrolier.

### 2.1.2.2 Echanges extérieurs

La balance commerciale du Niger est caractérisée par un déficit structurel. En pourcentage du PIB, le déficit commercial atteint 26,3% en 2011 contre 25,2% et 26,1% respectivement en 2010 et 2009, malgré le dynamisme des exportations qui sont en hausse de 24,1% en moyenne sur la période 2008-2012 et ont atteint 599,5 milliards de FCFA en 2011, du fait principalement de la mise en exploitation de la nouvelle mine d'uranium d'Azélik. Le déficit du compte courant s'est dégradé en 2011, atteignant 675,2 milliards FCFA, soit 27,2% du PIB contre 561,3 milliards de FCFA en 2010. Cette forte dégradation s'explique largement par l'importation de biens d'équipement notamment pour la construction de la raffinerie de Zinder et l'oléoduc destiné à son alimentation en pétrole brut.

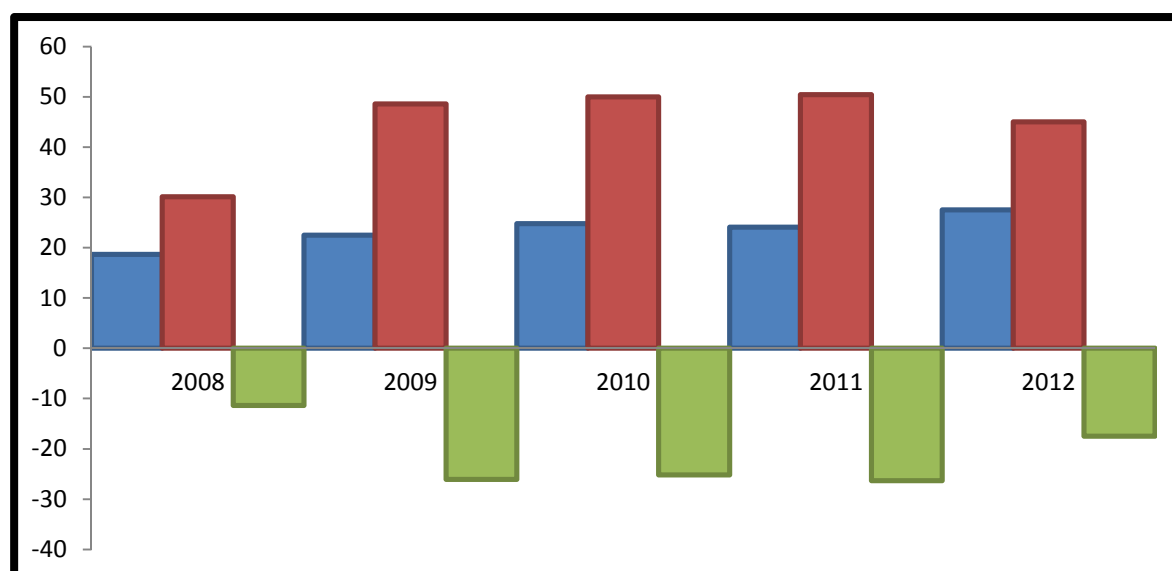
En 2012, la situation économique se caractérise par une progression des exportations de 6,7% en rapport avec les recettes issues de la vente de pétrole. Les importations ont baissé de 3,8% reflétant ainsi l'arrêt d'achats de produits pétroliers par les sociétés minières et pétrolières.

**Tableau N°3 : Indicateurs liés aux emplois du PIB (en % du PIB)**

	2008	2009	2010	2011	2012
Consommation des ménages	70,9	75,2	73	75,1	71
Consommation publique	12,8	16,7	14,3	14,8	13,8
Consommation finale	89,2	91,9	87,2	89,9	84,8
FBCF privée	16,2	26,1	31	30,9	22,6
FBCF publique	6,6	8,3	6,2	5,7	9,7
Exportations de biens et de services	18	22,5	24,8	24,1	27,5
Importations de biens et de services	30	48,6	50	50,4	45

Source : INS, Comptes Economiques de la Nation 2013

**Graphique 5 : Evolution des échanges extérieurs en pourcentage du PIB**



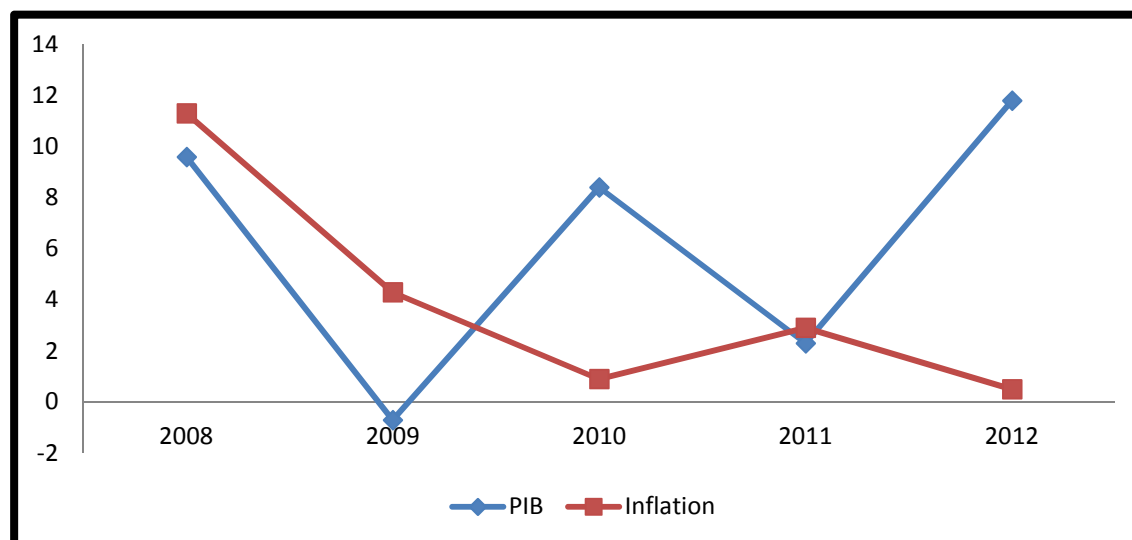
Source : INS, Comptes Economiques de la Nation 2013

### 2.1.3 Prix et inflation

L'année 2008 est marquée au Niger par une forte inflation avec un taux moyenne à 11,3%, largement au-dessus de la norme communautaire de 3,0% maximum fixé par la commission de l'UEMOA. Cette situation ne fut qu'éphémère puisque dès 2009, les efforts consentis par les autorités en place, notamment la vente à prix modéré des produits de première nécessité et les programmes de filets sociaux mis en place, ont permis de ramener le niveau d'inflation au taux moyen de 0,5%. Par la suite, le niveau annuel moyen d'inflation a repris lentement son ascension pour atteindre 2,9% en 2011, en passant par 0,9% en 2010, sous l'effet de la faiblesse de la production agricole. En 2010, cette progression de l'inflation trouverait une partie de son explication dans l'instabilité politique qui a caractérisé le pays au cours de cette période. En 2012, l'inflation fut une fois de plus résorbée et se situait à 0,5% en lien avec la

bonne campagne agricole observée. En somme, il y a lieu de constater que depuis 2009, l'inflation au Niger semble être maîtrisée car, malgré ses fluctuations, elle se conforme aux critères de convergence de la zone UEMOA.

**Graphique 6 : Evolution du taux de croissance réel du PIB et du taux d'inflation**



Source : INS, Comptes Economiques de la Nation 2013

**Tableau N°4 : Principaux indicateurs de l'économie nigérienne**

Intitulés	2008	2009	2010	2011	2012
Taux croissance démographique (%)	3,3	3,3	3,3	3,3	3,9
Taux de croissance du PIB réel (%)	9,6	-0,7	8,4	2,3	11,8
Variation du déflateur du PIB (%)	7,6	6,1	2,6	4,4	3,1
Taux d'inflation annuel moyen (%)	11,3	4,3	0,9	2,9	0,5
PIB nominal (milliards de FCFA)	2 419,7	2 548,4	2 832,3	3 025,5	3 457,9
PIB nominal par habitant (FCFA)	170422	173 446	186 286	192 638	213 134
Accroissement PIB réel par tête (%)	5,9	-4,1	4,7	-1,0	7,3
Taux d'épargne intérieure brute (%)	14,1	8,2	13,1	9,8	15,1
Taux d'investissement (%)	32,1	34,7	40,0	37,1	34,0

Source :INS, Comptes économiques de la nation 2013

## 2.2 Finances publiques

L'exécution des opérations financières de l'Etat est ressortie en moyenne déficitaire (-7,2% du PIB) au cours de la période 2008-2012. En pourcentage du PIB, le déficit global hors dons



s'est établi à -7,0% en 2010 contre -9,8% en 2009 ; soit une amélioration de 2,7 en points de pourcentage. En 2012, il était de -7,5% contre -5,6% en 2011.

### **2.2.1 Recettes totales et dons**

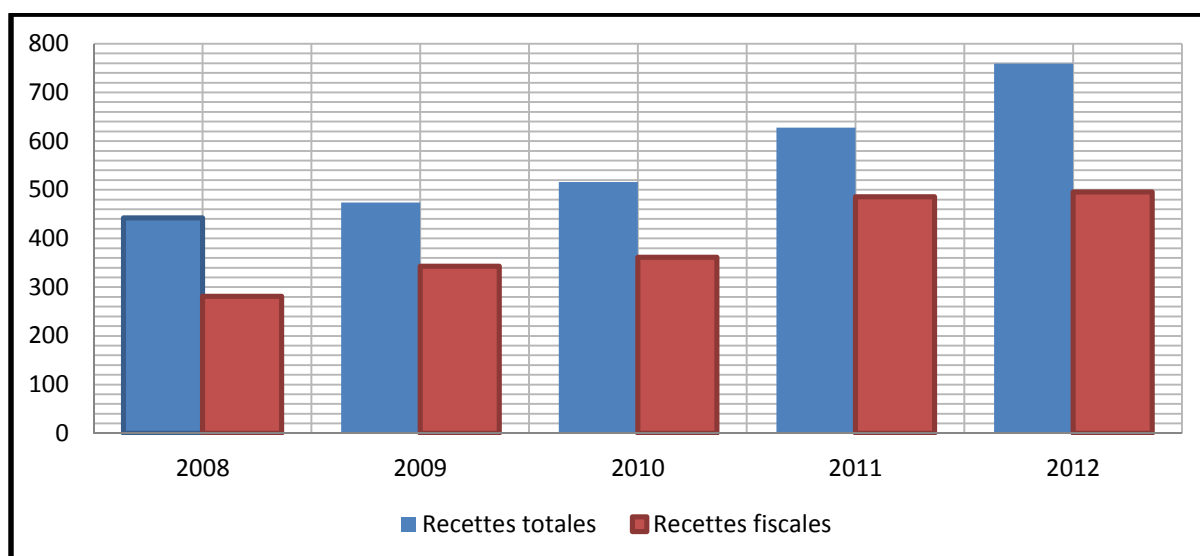
Les recettes totales et dons ont été mobilisés à hauteur de 759,5 milliards FCFA en 2012 contre 474,5, 515,8 et 627,6 milliards de FCFA respectivement en 2009, 2010 et 2011 soit une moyenne de 576,8 milliards de FCFA sur la période 2009-2012. Cette bonne performance est imputable à l'amélioration des recettes fiscales, mais aussi aux appuis budgétaires.

S'agissant des recettes totales, elles ont progressé de 5,6% en 2012, pour se situer à 543 milliards de FCFA en rapport avec une hausse des recettes fiscales de 2,0%. Cette faible progression des recettes fiscales s'explique par la baisse de 35,6% du recouvrement des impôts sur le commerce extérieur dû à l'arrêt de l'importation de certains produits pétroliers, à la baisse de la taxe spéciale de réexportation de certains produits qui passe de 10% en 2011 à 5% en 2012 ainsi qu'aux troubles constatés dans certains pays frontaliers et rendant difficile les opérations de réexportation.

Concernant les dons, ils ont connu une progression de 103 milliards de FCFA en 2012 par rapport à l'année précédente, en s'établissant à 216,5 milliards de FCFA. Cette évolution est imputable au soutien exprimé par la communauté financière internationale suite au bon déroulement du processus de transition politique en 2010-2011. Cette situation s'est concrétisée par un renforcement des dons budgétaires et une reprise des dons projets pour soutenir notamment, l'exécution des investissements effectués en faveur des populations les plus défavorisées.

#### **2.2.1.1 Recettes fiscales**

Les recettes fiscales, examinées dans le Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE), se sont élevées à 495,7 milliards de FCFA en 2012, après 485,9 milliards en 2011 et 361,7 milliards de FCFA en 2010, soit en moyenne 400 milliards de FCFA sur la période 2009-2012. Cette évolution s'est traduite par un relèvement du taux pression fiscale qui passe de 12,9% en 2010 à 16,2% en 2011 pour retomber à 14,3% en 2012. Le recul du taux de pression fiscale en 2012 est en grande partie lié aux contreperformances des recettes douanières. Par contre, les recettes publiques ont été renforcées par les dons extérieurs qui ont connu une hausse de 88,5%.

**Graphique 7 : Evolution des recettes totales et fiscales en milliards de FCFA**

Source : INS, Comptes économiques de la nation 2013

La pression fiscale au Niger est relativement faible par rapport aux autres pays de l'UEMOA. L'examen du tableau N°5 montre que le taux de pression fiscal du Niger est inférieur à la norme exigée par les critères de convergence la zone UEMOA. Ce même constat est observé dans la plupart des pays membres de la zone. Cette situation peut s'expliquer par la prédominance du secteur informel sous-fiscalisé et vers lequel les efforts devraient se porter, le faible degré d'ouverture, le faible taux de bancarisation, et les exonérations.

**Tableau N°5 : Taux de pression fiscale dans l'espace UEMOA en %**

	Recettes fiscales en % du PIB nominal				Normes UEMOA
	2009	2010	2011	2012	
<b>Bénin</b>	16,1	16,2	15,5	15,5	> ou = 17,0%
<b>Burkina Faso</b>	12,5	12,7	14,5	16,3	> ou = 17,0%
<b>Côte d'Ivoire</b>	16,5	17,0	13,1	17,6	> ou = 17,0%
<b>Guinée Bissau</b>	6,8	7,9	8,7	9,6	> ou = 17,0%
<b>Mali</b>	14,7	14,6	14,7	14,3	> ou = 17,0%
<b>Niger</b>	<b>13,5</b>	<b>12,9</b>	<b>16,1</b>	<b>14,3</b>	<b>&gt; ou = 17,0%</b>
<b>Sénégal</b>	18,0	18,8	18,9	19,2	> ou = 17,0%
<b>Togo</b>	15,3	15,7	16,4	16,5	> ou = 17,0%
<b>UEMOA</b>	<b>15,6</b>	<b>15,9</b>	<b>15,2</b>	<b>16,6</b>	<b>&gt; ou = 17,0%</b>

Source : Le Comité National de Politique Economique (CNPE)

### 2.2.1.2 Recettes non fiscales

En 2012, le recouvrement des recettes non fiscales a atteint 51,4 milliards de FCFA, en hausse de 82,3% et de 115,0% respectivement en 2011 et 2010. La performance des recettes non fiscales s'explique par la mobilisation des recettes exceptionnelles provenant d'une part de l'avance sur dividendes versée par AREVA(15 milliards de francs CFA), de la vente de cent tonnes d'uranates (6 milliards de francs CFA), ainsi que des transactions conclues dans le domaine pétrolier faisant suite à la concession de permis d'exploitation pétrolière à la China National Oil and Gas Exploration and Développement, pour un montant de 300 millions de dollars US, soit 123,4 milliards FCFA et d'autre part des dividendes versés au Trésor (6,7 milliards) et les autres recettes diverses du Trésor (5,1 milliards).Globalement, sur la période 2009-2012, les recettes non fiscales ont atteint en moyenne 25,5 milliards de FCFA.

### 2.2.2 Dépenses totales et prêts nets

La situation des finances publiques à fin décembre 2012 s'est caractérisée par une hausse de dépenses totales et prêts nets comparativement à la même période les années précédentes. En proportion du PIB nominal, les dépenses publiques étaient passées de 20,6% ; 22,7% ; 22,6% ; et 23,3% respectivement en 2009 ; 2010 ; 2011; et 2012.

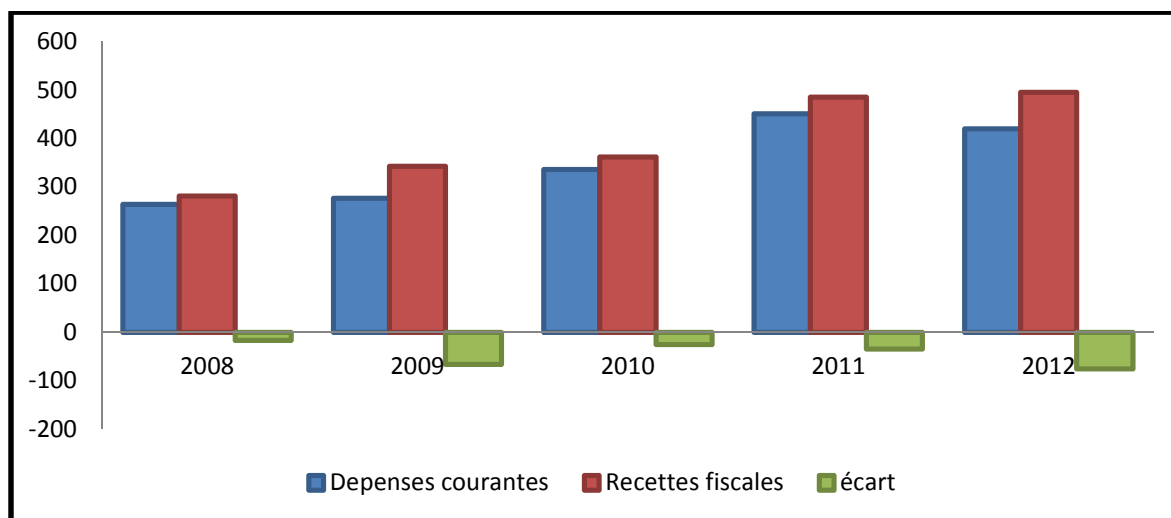
En effet, le montant des dépenses totales et des prêts nets est de 846,2 milliards de FCFA en 2012 contre 684,8 milliards de FCFA à fin décembre 2011, correspondant à un accroissement de 2,0% imputable à la fois aux dépenses courantes et aux dépenses en capital.

#### 2.2.2.1 Dépenses courantes

Les dépenses courantes, en progression de 34,0% par rapport à fin décembre 2010, ont été exécutées à hauteur de 451 milliards de FCFA en 2011. Cette évolution est due principalement à l'augmentation des dépenses de transfert courant et dans une moindre mesure à celles des dépenses de personnel, des dépenses de fonctionnement et des intérêts payés au titre de la dette publique.

Sur la période 2008-2012, les dépenses courantes ont progressé en moyenne de 12,0%. L'analyse comparée de l'évolution des dépenses courantes et des recettes fiscales montre que les recettes fiscales mobilisées au cours de la période 2008-2012 n'ont même pas pu couvrir les engagements en termes de dépenses courantes. De ce fait, l'Etat doit accélérer les réformes en matières de collecte des recettes fiscales pour faire face aux dépenses courantes et aux dépenses d'investissements lesquelles sont porteuses de croissance (INS, 2015).

**Graphique 8: Evolution des dépenses courantes et recettes fiscales en milliards de FCFA**

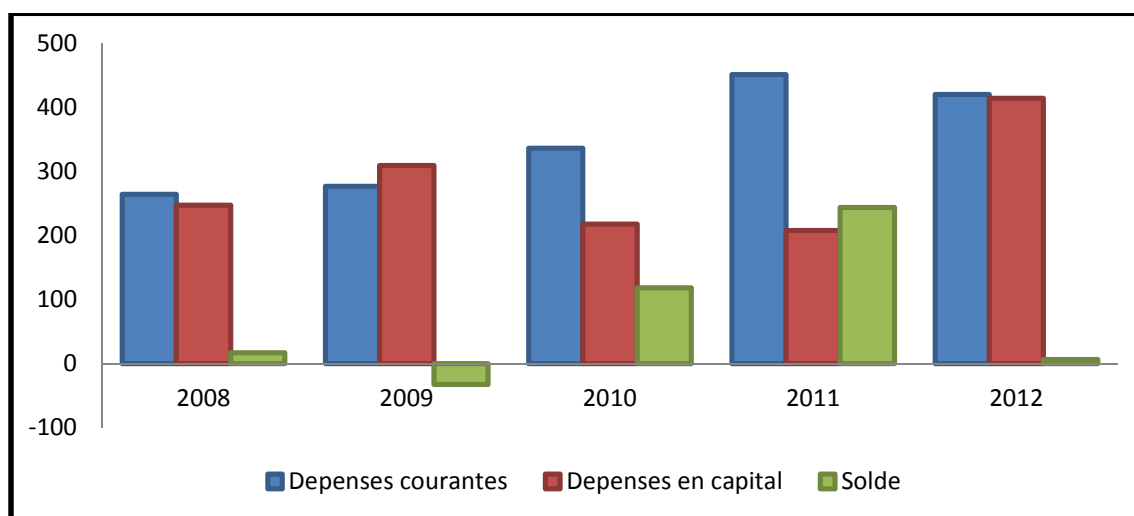


Source : INS, Comptes Economique de la Nation 2014

**2.2.2.3 Dépenses en capital**

En 2009, les dépenses en capital ont enregistré une progression de 25,0% par rapport à 2008 en passant de 247,1 milliards de FCFA à 309,1 milliards de FCFA. Cette évolution n’a été que temporaire, puisque les dépenses en capital ont connu ensuite une baisse de 30,0% et 33,0% respectivement en 2010 et 2011. Cette baisse est imputable à la suspension des financements extérieurs en lien avec la crise politique et au recul des dépenses en capital financées sur ressources propres. Par la suite, avec le retour de la stabilité dans le pays et du financement extérieur en 2012, les dépenses en capital ont connu un rebond en atteignant 413,6 milliards de FCFA, soit une hausse de 99,0% par rapport l’année précédente. A cela, Il faut noter qu’en 2012, le financement de l’extérieur a couvert un besoin de financement du Niger de 374,6 milliards de FCA.

**Graphique 9 : Evolution des dépenses courantes et en capital en milliards de FCFA**



Source : INS, Comptes Economiques de la nation 2014

### 2.2.3 Situation de la dette

Les ratios d'endettement restent sous contrôle depuis l'allègement de la dette grâce à l'effet conjugué de plusieurs initiatives de réduction de dettes, dont l'initiative PPTE, pour laquelle le Niger a atteint le point d'achèvement en 2004. A fin décembre 2012, l'encours de la dette publique s'élevait à 702,9 milliards de FCFA soit un accroissement de 42,0% par rapport à fin décembre 2011. Globalement sur la période 2008-2012, le ratio dette publique/PIB s'est établi en moyenne à 23,2%, largement en dessous de la norme communautaire (70%).

### 2.3 Situation de la balance des paiements

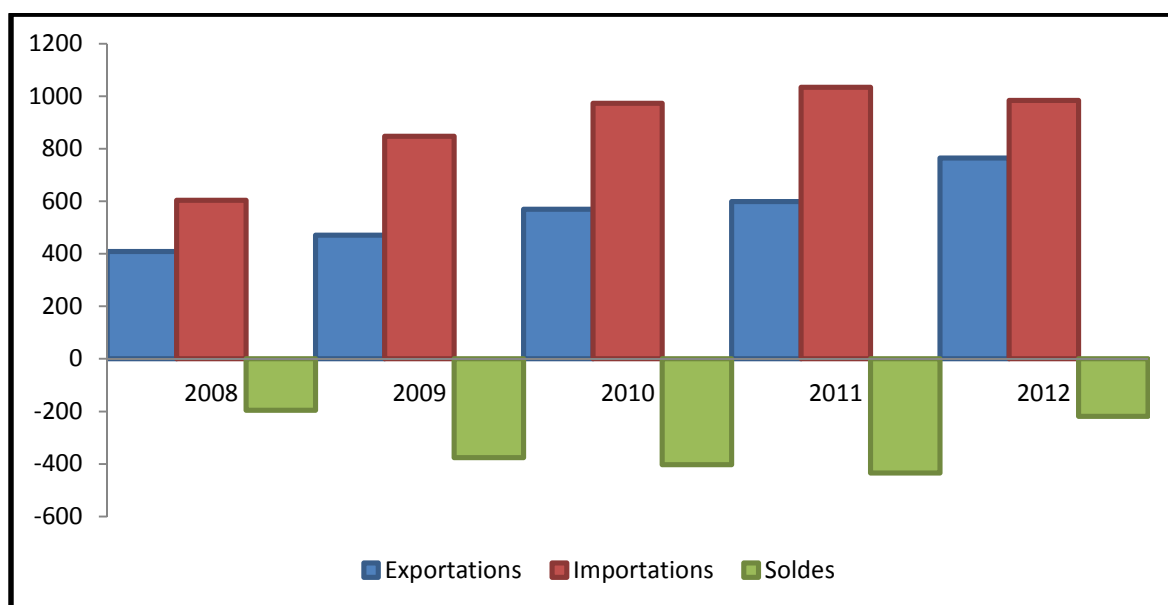
En 2010, la balance des paiements est excédentaire de 96,9 milliards de FCFA, après un déficit de 89,7 FCFA milliards et un excédent de 71,2 FCFA milliards respectivement en 2009 et 2010, en liaison avec la hausse de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières (33,9%), le déficit du compte courant s'étant légèrement accru. Ce dernier est estimé à 561,3 milliards en 2010, contre une réalisation de 621,3 milliards un an plus tôt. Cette orientation du compte courant est principalement imputable à la détérioration de la balance des services, modérée par l'amélioration des transferts courants. La dégradation des services nets résulte essentiellement de l'augmentation de la consommation de divers services spécialisés dans les secteurs minier et pétrolier.

Après un déficit de 27,4 milliards de FCFA en 2011, le solde global de la balance des paiements a affiché une nette amélioration, en ressortant excédentaire de 167,9 milliards en 2012. Cette évolution résulte d'une hausse de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières.

Le déficit du compte courant a augmenté pour atteindre 22,7% du PIB en 2012. Cette orientation est en rapport avec la détérioration du solde du commerce de biens et services, ainsi que des revenus nets, et de l'amélioration des transferts courants nets.

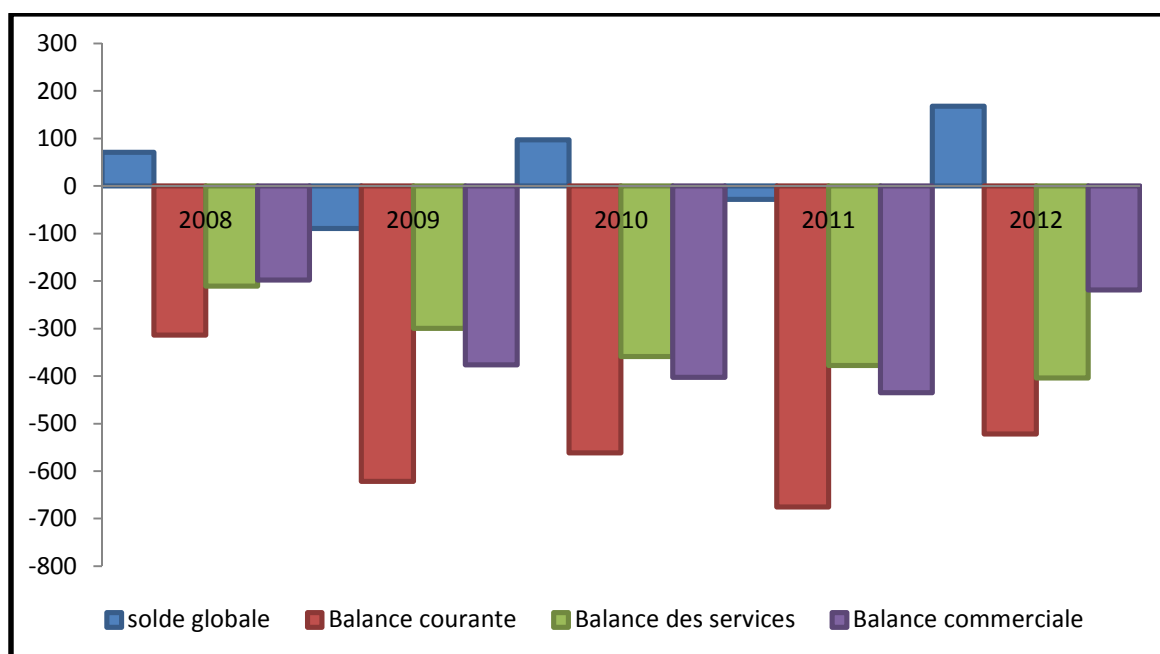
La dégradation de la balance commerciale en 2012 s'explique par une progression des importations (+187,2 milliards de FCFA) plus forte que celle des exportations (+161,6 milliards de FCFA). La hausse des exportations résulte d'une accélération des ventes d'uranium et d'or, ainsi que du démarrage de la commercialisation de produits pétroliers issus de la Société de Raffinage de Zinder (SORAZ). S'agissant de la hausse des importations, elle est imputable à l'achat de produits alimentaires et d'autres biens de consommation courante, la droite ligne de la gestion de la crise alimentaire née du déficit de la campagne agricole 2011/2012. Les importations de biens d'équipement et intermédiaires ont également maintenu leur tendance haussière, en raison de la poursuite des travaux d'exploitations minière et pétrolière. La tendance est toutefois atténuée par une baisse significative des approvisionnements en produits pétroliers, en raison de l'entrée en phase de la production de SORAZ en novembre 2011.

**Graphique 10: Evolution des Importations et Exportations en milliards de FCFA**



Source : BCEAO

**Graphique 11: Evolution des différents soldes de la balance des paiements en milliards de FCFA**



Source : BCEAO

### 2.2.4 Situation monétaire

L'évolution des agrégats monétaires entre fin décembre 2008 et 2012 a été marquée par une hausse moyenne de 25,0% de la masse monétaire consécutive à la hausse de 12,8% des avoirs extérieurs nets et d'un accroissement moyen de 51,3% des crédits intérieurs.

#### 2.2.4.1 Avoirs extérieurs nets

Les avoirs extérieurs nets sont passés de 255 milliards de FCFA en 2011 à 431,3 milliards en 2012, soit une augmentation de 176,4 milliards de FCFA (+69,0%). Cette évolution est attribuable exclusivement au flux des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale qui ont connu une hausse de 162,9 milliards de FCFA correspondant à un accroissement de 63,4% par rapport à la période précédente. Ceux des banques commerciales ont aussi connu un accroissement en passant de -1,8 milliards à 11,6 milliards de FCFA en 2011 et 2012, soit une hausse de 13,4 milliards de FCFA.

Toutefois il faut noter que l'évolution des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale résulte d'un accroissement de leurs avoirs extérieurs bruts expliqué en partie par l'acquisition des titres émis par les autres pays membres de l'UEMOA.

Sur l'ensemble de la période 2008-2012, les avoirs extérieurs nets se sont établis à 293,3 milliards de FCFA.

#### 2.2.4.1 Crédit intérieur

Le crédit intérieur a augmenté de 35 milliards de FCFA (+8,3%) en 2012, en à 454,8 milliards de FCFA contre 419,8 milliards de FCFA à fin décembre 2011. Cet accroissement est attribuable à la hausse de 95,9 milliards de FCFA des crédits à l'économie, de l'augmentation de 39,6 milliards de FCFA des crédits à court terme, et enfin de l'accroissement de 57,2 milliards de FCFA des crédits à moyen et long terme. Par contre, la position nette du gouvernement s'est améliorée passant de 15,5 milliards à -45,1 milliards au cours de la même période.

Globalement au cours de la période 2008-2012, les crédits intérieurs se chiffrent à 336,6 milliards de FCFA.

#### 2.2.4.2 Masse monétaire

La masse monétaire, suivant la résultante de ses contreparties, a connu une hausse de 200 milliards de FCFA (+33,2%) en 2012, ressortant à 802,5 milliards de FCFA contre 602,5 milliards de FCFA en 2011. Cette évolution est retracée tant dans les dépôts en banques (+117,6 milliards de FCFA, soit +34,6%) que dans la circulation fiduciaire (+84 milliards de FCFA, soit +32,0%).

## CHAPITRE III : EVOLUTION RECENTE DE L'ECONOMIE NIGERIENNE

La situation économique nationale en 2013 est caractérisée par une décélération du rythme d'activité économique avec un taux de croissance de 4,6% contre 11,8% en 2012. Cette situation est principalement liée à une contre-performance du secteur primaire caractérisée par la poursuite de la mise en œuvre du Plan de Développement Économique et Social (PDES) dont celle du plan d'actions de l'Initiative 3N « les Nigériens Nourrissent les Nigériens ». Aussi, il ne faudrait pas perdre de vue l'influence de la situation sécuritaire qui évolue constamment au niveau régional sur l'activité économique.

En 2014, avec un contexte de climat social apaisé, d'une sécurité renforcée et de bonne condition climatique, la situation économique s'est améliorée avec un taux de croissance annuelle de 6,9%. Cette évolution est aussi imputable aux effets des différentes activités économiques inscrites dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre du Plan de Développement Économique et Social (PDES 2012-2015) afin d'assurer une coordination et une gestion plus efficace des politiques publiques. Elles s'inscrivent aussi dans la poursuite de l'accroissement des investissements publics surtout dans les infrastructures et la mise en œuvre plus large de l'initiative 3N.

### 3.1 L'analyse de la croissance économique

#### 3.1.1 L'analyse par secteur d'activité économique

La bonne performance de l'activité économique au Niger en 2014 s'explique essentiellement par les résultats appréciables enregistrés dans les secteurs primaire et tertiaire représentant respectivement 42,3% et 39,4% du PIB. Le secteur primaire a participé pour 3,7% à la croissance du PIB tandis que le secteur secondaire a contribué 2,4%.

##### 3.1.1.1 Secteur primaire

Le secteur primaire, bien qu'essentiellement informel, est structurellement le principal moteur de la croissance de l'économie nigérienne. Il est dominé par l'agriculture et l'élevage qui demeurent parmi les plus importants de l'économie nigérienne, avec respectivement 26,6% et 10% du PIB en 2014. La progression de la production agricole en 2014, forte de 11,9% après une baisse de 3% en 2013, contribue à une hausse de 9% du secteur primaire.

Ce secteur a connu un repli de 1,4% en 2013 après une croissance de 13,0% en 2012. Cette évolution est essentiellement imputable au niveau de la production agricole qui, après une hausse de 19,5% en 2012, enregistre une baisse de 3,0% en 2013 suite à l'arrêt précoce des pluies qui n'a pas permis à certaines cultures d'atteindre leur maturité. A titre illustratif, la production des céréales et du niébé qui représente 56,4% de la production agricole totale recule de 9,1%.

Toutefois, la baisse de la production agricole de 2013 a été atténuée par une progression de 6,9% des cultures irriguées, en rapport notamment avec une forte production de l'oignon qui passe de 5927000 tonnes à 7120 000 tonnes. En 2014, ces cultures vont augmenter de 17,7%



et avec un accroissement de 4,8% des cultures hivernales, elles vont contribuer à la hausse de la production agricole.

Ces résultats témoignent du succès des investissements réalisés pour accroître la production agricole par le gouvernement dans le cadre du Programme de Développement Economique et Social (PDES 2012-12) notamment l'initiative 3N. Par ailleurs, des facteurs tels que la bonne pluviométrie et l'absence des chocs exogènes tels que les invasions acridienne et parasitaire et/ou une inondation de grande ampleur ont été favorable à la réalisation de ces résultats.

### **3.1.1.2 Secteur secondaire**

Le secteur secondaire constitue le principal handicap à la croissance économique au Niger. En 2012, il représentait 42% du PIB. Il enregistre une baisse considérable en 2013 pour s'établir à hauteur de 10,3%. Cette contraction s'explique par la baisse de la production minière due à l'arrêt des activités de la SOMAIR durant deux mois environ, suite à l'endommagement des installations techniques qu'elle a subies en Mai 2013. Elle s'explique également par la baisse du rythme de production pétrolière après le pic atteint en 2012.

En dehors des activités extractives, les activités de fabrication accusent un accroissement de 9,9% en 2013 après une hausse de 30,6% en 2012 en lien direct avec les activités de la SORAZ. Les autres activités, à savoir la construction et l'énergie enregistrent également des décélérations en 2013. Ainsi, la croissance de la valeur ajoutée au niveau de la construction passe de 7,5% en 2012 à 6,0% en 2013, tandis que celle de l'énergie augmente de 4,5% en 2013 contre une hausse de 5,7% en 2012 (liées aux perturbations de la fourniture d'électricité). En dépit de l'apport des activités pétrolières et minières, la part des activités informelles dans ce secteur reste encore importante.

En 2014, le secteur secondaire participe seulement à hauteur de 15,6% du PIB. L'industrie extractive (notamment l'uranium et le pétrole brut) occupe environ 9,5% du PIB, et les activités de fabrication des produits alimentaires et pétroliers pour 5,9% du PIB. Selon les dernières estimations, ce secteur enregistre une baisse de 5,7% après une hausse de 11,8% en 2013 et 47,4% en 2012. Ce repli s'explique par la contre-performance de ses deux principales composantes qui ont enregistré des baisses de production due aux travaux d'entretien et aux mouvements de grève.

L'activité d'extraction de l'uranium, qui s'inscrivait dans une tendance baissière depuis les accidents de Fukushima et les attentats terroristes de mai 2013, connaît quant à elle un net redressement. Cependant, il faut considérer les effets à court et moyen termes de la baisse des cours mondiaux du pétrole brut. Toutefois, il convient de noter que ces baisses des branches extraction et fabrication ont été atténuées par les hausses des branches énergie (6,0%) et construction (5,5%).

### **3.1.1.3 Le secteur tertiaire**

Le secteur tertiaire poursuit sa progression avec une croissance réelle de 6,8% en 2014 contre 5,7% en 2013 et 5,0% en 2012. Ce secteur pèse d'environ 34,9% dans le PIB de 2014 et de 35,8% dans celui de 2013. Le secteur tertiaire au Niger est dominé par le commerce et la

réparation, l'administration publique et les transports et communications. La part de l'informel dans ce secteur demeure assez importante car elle explique 50% de son poids en 2013.

Dans la même année, la progression du secteur tertiaire s'explique par une bonne tenue des activités de services, à l'exception des activités d'hébergement et de restauration qui connaissent une augmentation de 4,0%. En 2014, l'évolution du secteur tertiaire est beaucoup plus influencée par la bonne tenue des activités de communication (6,8%) et des activités d'administration publique (14,0%). Les activités de commerce n'ont pas évolué en raison des attaques répétées dans les villes du nord du Nigéria par le groupe terroriste Boko-Haram menaçant ainsi la sécurité transfrontalière.

### **Encadré : Insécurité transfrontalière**

*Le déclenchement du conflit avec Boko Haram, ainsi que ses implications dans les échanges et les difficultés de gestion des flux de réfugiés, constituent un important défi humanitaire, économique, sécuritaire, social et budgétaire pour le Niger. Dans ce contexte, la déstabilisation du pays pose le défi de ne pas faire des dépenses en capital une variable d'ajustement au profit des dépenses sécuritaires. Par ailleurs, si le conflit avec Boko Haram s'installait dans la durée, il compromettrait la réalisation d'importants investissements directs étrangers (IDE) pour le pays et ses voisins. Plus spécifiquement, il pourrait retarder la construction du pipeline qui doit relier la zone de production pétrolière située au cœur de la région de Diffa et le Tchad pour évacuer le pétrole du Niger au port de Kribi (Cameroun).*

### **3.1.2 les emplois du PIB**

En termes de demande, la consommation finale, surtout celle des ménages (66,0% des emplois du PIB), et la formation brute de capital fixe sont les principaux moteurs de la croissance en 2014.

#### **3.1.2.1 La consommation finale**

La consommation finale enregistre une croissance de 4,2% en 2013 contre 4,8% en 2012, en liaison avec le ralentissement de la consommation des ménages. En effet, la consommation finale des ménages a connu une progression légèrement inférieure à celle de l'année précédente (3,7% en 2013 contre 5,0% en 2012). Cette décélération de la croissance s'explique par le recul de la demande des produits alimentaires et la bonne campagne agricole 2012/2013. La consommation finale des administrations publiques a été en hausse de 7,5%, soit 3,8 points de pourcentage de plus par rapport à l'année précédente. Cette évolution est portée par les dépenses dans les secteurs de santé et d'éducation ainsi que par les dépenses de sécurité.

Représentant 80,1% du PIB en 2013, la consommation finale est estimée en hausse de 8,8% en 2014. Cette évolution résulte d'une progression de la consommation finale des ménages dont le taux de croissance est passé de 3,7% en 2013 à 6,7% en 2014. Il faut noter aussi

l'apport important de hausse la consommation finale des administrations publiques de 19,7% contre 7,5% en 2013, en liaison avec la forte augmentation des dépenses publiques.

### 3.1.2.2 Les investissements

Les investissements ont progressé de 5,4% en 2013 après une croissance négative de 0,6% en 2012. Cette évolution est essentiellement imputable à la composante publique de la formation brute du capital fixe (FBCF) qui s'est accrue de 10,9%, la composante privée n'ayant augmenté que de 0,9%. La hausse de la FBCF publique est due aux investissements engagés par l'Etat, dans les secteurs rural, routier et sociaux (éducation et santé). La composante privée de la FBCF a connu une faible progression (0,9%) en raison de la fin de certains gros investissements, notamment dans la branche pétrolière.

En 2014, la poursuite des dépenses publiques dans les secteurs routiers, ruraux et sociaux contribue à la progression de la formation brute du capital fixe. Cette dernière s'accroît de 16,0% avec 11,5% pour la composante privée et 4,5% pour la partie publique traduisant ainsi une progression des investissements de 10,6% contre un accroissement de 5,4% en 2013. La hausse de la FBCF privée s'explique par les investissements directs étrangers résultant des dépenses de forages sur le site d'AGADEM pour l'extraction du pétrole ainsi que des investissements des sociétés d'exploitation, d'exploration et de construction ferroviaire.

### 3.1.3 L'inflation et l'analyse des prix

En 2013, l'activité économique s'est déroulée dans un contexte de hausse modérée du niveau général des prix. En moyenne annuelle, le taux d'inflation se situe à 2,3% en 2013 contre 0,5% en 2012. Cette hausse des prix est essentiellement engendrée par celle des prix des produits des fonctions « alimentation et boissons non alcoolisées » (0,9%), « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (2,9%), « Transports » (1,1%), « Enseignement » (1,4%) et « Restaurants et hôtels » (6,1%). Elle a été principalement atténuée par la baisse des prix composant les fonctions « Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants » (-9,3%), « Articles d'habillement et chaussures » (-0,5%) et « Biens et services divers » (-0,8%). Cependant, l'indice sous-jacent a enregistré une hausse de 3,0% en décembre 2013 contre un accroissement de 0,1% en 2012.

L'année 2014 a été marquée par une faible fluctuation des prix à la consommation, en dépit du déficit céréalier enregistré lors de la campagne agricole 2013/2014. Le niveau général des prix à la consommation connaît une baisse de 0,9% en moyenne annuelle. Ce taux se situe en dessous de la norme de convergence communautaire de l'UEMOA fixée à 3% maximum. Ce ralentissement est dû principalement à celui des prix des produits alimentaires qui ont connu un recul de 0,4% en ligne avec les mesures prises par le gouvernement relatives à la vente des céréales à prix modérés. La distribution gratuite des vivres aux populations vulnérables exposées à la forte insécurité alimentaire a aussi contribué à contenir l'inflation à un niveau relativement bas. A cela, il faut ajouter la stabilité des prix des hydrocarbures à la pompe qui se poursuit depuis l'année 2012.

**Tableau 6° : Indicateurs liés aux emplois du PIB (en % du PIB)**

	2010	2011	2012	2013	2014
<b>Consommation finale</b>	<b>87,2</b>	<b>89,9</b>	<b>81,3</b>	<b>80,1</b>	<b>82,2</b>
Consommation des ménages	73,0	75,1	68,1	67,0	66,0
Consommation publique	14,3	14,8	13,2	13,1	16,2
FBCF privée	31,0	30,9	25,6	24,8	26,8
FBCF publique	6,2	5,7	9,9	11,3	11,2
Exportations de biens et de services	24,8	24,1	21,9	22,6	20,3
Importations de biens et de services	50,0	50,4	39,4	39,0	40,9

Source : INS, Compte Rapide 2014, mars 2015

### 3.2 Finances publiques

L'exécution des opérations financières de l'Etat est ressortie déficitaire à fin décembre 2014. En effet, le déficit entre les dépenses totales et prêts nets et les recettes totales s'est établi à 443,3 milliards de FCFA contre 401,7 milliards de FCFA en 2013, soit une détérioration de 41,6 milliards de FCFA imputable à un accroissement des dépenses totales.

#### 3.2.1 Les recettes totales et dons

**Les recettes totales et dons** ont été mobilisés à hauteur de 933,4 milliards de FCFA en 2014, en légère hausse par rapport à l'année 2013. En pourcentage du PIB les recettes totales et dons se sont établis respectivement à 17,7% et 5,4% en 2014.

**Les recettes budgétaires** recouvrées en 2014 s'établissent à 714,5 milliards de FCFA. Elles étaient de 628,6 milliards de FCFA en 2013, soit donc une hausse de 85,9 milliards de FCFA, correspondant à un accroissement de 13,7%. Toutefois, il faut noter que le taux des réalisations par rapport aux prévisions effectuées en début de l'année s'élève à 94,6%. Les recettes fiscales enregistrent une progression de 9,7% par rapport à 2013 pour se situer à 633,6 milliards de FCFA en 2014 contre 577,4 milliards de FCFA en 2013.

**Les recettes non fiscales et les comptes spéciaux du Trésor** ont enregistré une hausse de 6,2% en 2013 pour représenter 1,3% du PIB en raison du rattrapage dans le versement d'une partie des dividendes de certaines sociétés minières. En 2014, le recouvrement des recettes non fiscales est ressorti à 76,3 milliards de FCFA contre 46,2 milliards de FCFA, en progression de 65,2% par rapport à l'année 2013. Cet accroissement est essentiellement lié à la performance des sociétés minières.

L'accroissement des recettes totales observé en 2013 est lié aux efforts d'amélioration du recouvrement des recettes à travers les réformes, la lutte contre les fraudes fiscales, l'amélioration du recouvrement de la TVA, la limitation des exonérations, etc. La hausse des recettes masque les faibles performances observées au niveau des impôts et taxes sur biens et services en rapport avec le ralentissement des activités économiques dans certains domaines et la lenteur observée dans la liquidation de la redevance minière.

Les dons ont connu une progression de 40,8% en 2013 pour s'établir à 304,8 milliards de FCFA contre 216,5 milliards en 2012 en lien avec un accroissement de 7,3% des dons en capital. En 2014, la mobilisation des dons s'inscrit en baisse. Le montant des dons s'élève à 218,9 milliards de FCFA malgré la hausse de 14 milliards de FCFA au niveau des dons budgétaires. Cette réduction des dons de 28,0% trouve son explication dans la baisse des dons projets d'un montant de 50 milliards des FCFA.

### **3.2.2 Les dépenses totales et prêts nets**

Les dépenses totales et prêts nets enregistré au cours des années 2013 et 2014 témoignent de leurs progressions de 28,9% et de 12,4% respectivement en 2013 et 2014. Ils s'élevaient à 799,2 milliards de FCFA en 2012 et s'établissent à 1157,8 milliards de FCFA en 2014 en passant par 1030,3 milliards en 2013. Cette hausse est liée tant à la progression des dépenses en capital (biens d'équipement) qu'à la hausse des dépenses courantes, essentiellement tirées par les dépenses de sécurité.

#### **3.2.2.1 Dépenses courantes**

Les dépenses courantes ont été exécutées à hauteur de 493,5 milliards de FCFA contre 396 milliards de FCFA en 2012, soit une hausse 24,6% en rapport avec le renforcement des moyens de fonctionnement de l'administration, et la gestion du contexte sécuritaire. Cette évolution est liée principalement à la hausse de 21,3% de salaires et traitements, de 31,6% des dépenses de fonctionnement et de 25,7% des dépenses de transferts et subventions.

En 2014, les dépenses courantes continuent leur progression avec un taux de croissance de 14,8% en se situant à 566,5 milliards de FCFA à fin décembre 2014 contre 493,5 milliards de FCFA. Elles ont été tirées principalement par les dépenses suivantes :

##### **- Traitements des salaires**

Les dépenses de personnel se sont chiffrées à 212,9 milliards de FCFA à fin décembre 2014, en hausse 13,1% par rapport à la même période de l'année précédente. Cette hausse s'explique par la revalorisation des éléments de rémunération (régularisation des avancements, élargissement des indemnités de logement) et par la prise en compte des intégrations et des engagements statutaires.

##### **- Matériels et fournitures**

Les dépenses en matériels et fournitures se sont situées à 128,4 milliards de FCFA à fin décembre 2014. Comparativement à la même période en 2013, elles ont connu une hausse de 21,4% correspondant à un montant de 21,6 milliards de FCFA.

##### **- Subventions et transferts**

Comparativement à fin décembre 2013, les dépenses de subventions et transferts ont enregistré une hausse de 24,1 milliards de FCFA (+12,8%) à fin décembre 2014. En effet, elles sont passées de 188 milliards de FCFA à fin décembre 2013 à 212,9 milliards de FCFA à fin décembre 2014. Les subventions aux entreprises et à certains produits d'importation, la gestion des crises conjoncturelles, expliqueraient cette évolution.

### 3.2.2.2 Les dépenses en équipements

Les dépenses en capital connaissent une hausse de 31,6% en 2013 et de 11,2% en 2014. Elles étaient de 394,2 milliards de FCFA en 2012 et s'établissent à 577 milliards de FCFA. En 2013, cette évolution des dépenses en capital est soutenue en grande partie par les ressources propres. Toutefois, les ressources extérieures et celles issues de l'initiative PPTE ont aussi permis ce gonflement des dépenses d'équipement.

En 2014, l'évolution des dépenses en capital résulte exclusivement de l'accroissement des investissements sur ressources budgétaires (+66,0%), les investissements sur ressources extérieures ayant baissé de 71 milliards de FCFA. La baisse des investissements financés sur ressources extérieures s'explique principalement par une contraction des dons extérieurs.

### 3.2.2.3 Les soldes budgétaires caractéristiques

Le déficit global y compris dons s'est établi à -159,2 milliards FCFA à fin décembre 2014 contre -96,9 milliards de FCFA une année plus tôt, en dégradation de 62,3 milliards de FCFA. Hors dons, ce déficit est ressortit à -653,5 milliards de FCFA à fin décembre 2014 contre -401,7 milliards de FCFA à fin décembre 2013.

S'agissant du solde budgétaire, il est ressorti 443,3 milliards de FCFA en 2014 contre 401,4 milliards de FCFA en décembre 2013.

Quant au déficit global base caisse, il s'est chiffré à 457,9 milliards de FCFA à fin décembre 2014 contre 119,3 milliards de FCFA à fin décembre 2013.

### 3.2.4 La Dette publique

A la fin de l'année, l'encours de la dette publique intérieure et extérieure est estimé à 904,4 milliards de FCFA contre 796,4 milliards de FCFA à fin décembre 2012 et donc une hausse de 108 milliards de FCFA. La composante extérieure de cette dette est estimée à 841,5 milliards de FCFA soit 93,0% de l'encours total et 22,2% du PIB. L'encours de la dette publique s'est élevé à 1001,5 milliards de FCFA à la fin de l'année 2014, en accroissement de 25,5% par rapport à son niveau de décembre 2013. L'accroissement du stock de la dette publique au cours de cette période est essentiellement imputable à la dette extérieure (+14,5%) du fait de la poursuite de la mobilisation des ressources extérieures. La dette intérieure quant à elle, connaît une baisse 9% en s'établissant à 52,1 milliards de FCFA en 2014 contre 62,9 milliards de FCFA en 2013.

En ce qui concerne le service de la dette extérieure, les paiements en fin décembre 2014 s'élèvent à 35,5 milliards de FCFA, soit une hausse de 8,3 milliards de FCFA par rapport à la même période en 2013. Le service de la dette extérieure s'est établi à 26,1 milliards au titre de l'année 2013, soit 4,4% des recettes budgétaires et 3,1% des exportations de biens et de services. Les dernières estimations du stock de la dette intérieure indiquent un montant de 69,2 milliards en 2013, soit 9,2% de l'encours total. Ce montant n'intègre pas toutefois les paiements des intérêts liés à l'émission des Bons de Trésor.

Globalement la dette publique a atteint 24,8% du PIB en fin décembre 2014 contre 23,8% à la même période en 2013. Elle représentait 22,5% du PIB en 2012. Cette évolution se justifie principalement par une mobilisation accrue de ressources extérieures en vue de soutenir principalement les travaux d'infrastructures à travers une politique d'emprunt de l'Etat désormais orientée vers les prêts concessionnels

Tableau N°7 : Évolution des agrégats des finances publiques

	2013	2014	Variation en%
<b>Recettes totales</b>	<b>628,5</b>	<b>714,5</b>	13,7
<b>Recettes fiscales</b>	<b>565,6</b>	<b>624,3</b>	10,4
Taxes sur commerce extérieur	146,6	153,8	4,9
Taxes sur biens et services	202,2	228,0	12,8
Redevance pétrole	27,5	28,2	2,6
Taxe sur prod. pétroliers	12,4	10,5	-16,0
Taxe sur l'utilisation du réseau télécom.	2,1	14,5	596,0
Taxes sur biens et serv. (hors pétr. et télécom)	121,0	144,2	19,2
Impôts sur rev. et profits	175,8	190,8	8,6
Rec. fiscales pour compte des tiers	11,8	9,3	-21,1
Autres rec. fiscales	41,0	51,7	26,0
<b>Recettes non fiscales et bud.ann + c.s.</b>	<b>46,2</b>	<b>76,3</b>	65,2
Recettes non fiscales	30,2	64,7	114,5
Recettes bud. ann + c.s	5,0	4,6	-8,0
<b>Dépenses totales</b>	<b>1 030,3</b>	<b>1 157,8</b>	12,4
<b>Dépenses courantes</b>	<b>511,6</b>	<b>580,8</b>	13,5
Dépenses courantes budgétaires	497,0	566,5	14,0
Traitements et salaires	189,8	212,9	12,2
Matériels et fournitures	105,8	128,4	21,4
Subventions et transferts	188,0	212,1	12,8
Intérêts exigibles	11,5	15,8	37,4
Dette extérieure	8,4	9,7	15,5
Dette intérieure	3,1	6,1	96,8
Budgets annexes/comptes spéciaux	14,6	14,3	-2,1
<b>Dépenses en capital et prêts nets</b>	<b>518,7</b>	<b>577,0</b>	11,2
Dépenses d'équipement	518,7	577,0	11,2
Sur ressources budgétaires	194,6	323,9	66,4
Sur ressources extérieures	324,1	253,1	-21,9
dont: ressources PPTE	4,3	4,4	2,3
<b>Solde global (base engagement)</b>	<b>-401,8</b>	<b>-443,3</b>	10,3
<b>Solde global (base engagement) dons compris</b>	<b>-97,0</b>	<b>-224,4</b>	131,4
<b>Solde primaire (S. global base eng. + Intérêts)</b>	<b>-390,3</b>	<b>-427,5</b>	9,5
<b>Solde primaire de base (S.primaire + fin.ext. )</b>	<b>-77,7</b>	<b>-190,2</b>	144,9
Variation des arriérés (reduction -)	-7,5	-14,4	92,0
Arriérés intérieurs	-7,5	-14,4	92,0
<b>Solde global (base encais./décais.)</b>	<b>-409,3</b>	<b>-457,7</b>	11,8
<b>Financement</b>	<b>409,3</b>	<b>457,7</b>	11,8
<b>Financement extérieur</b>	<b>407,3</b>	<b>312,2</b>	-23,3
Dons	304,8	218,9	-28,2

Source : Direction des réformes financières (DRF)



### 3.3 La balance des paiements

Le solde global de la balance des paiements s'est détérioré significativement en 2013 en faisant ressortir un excédent de 99 milliards de FCFA. Cet excédent était de 162,7 milliards en 2012. Cette diminution de 39,2% du solde global de la Balance des paiements est imputable à la détérioration du solde de la balance des biens et services conduisant à une aggravation de 9,0% du déficit du compte courant. Il faut noter aussi une aggravation de 32,1% du déficit du compte des revenus primaires et une baisse de 13% de l'excédent du compte des revenus secondaires en liaison avec la baisse des appuis budgétaires.

En 2014, la situation s'inscrit dans une bonne dynamique avec un excédent du solde de la balance des paiements de 181,3%. Cette progression vient en conséquence d'une réduction 30,5% du déficit du compte des revenus primaires, d'une amélioration de 17,5% du compte des revenus secondaires et d'une croissance de 23,8% de l'excédent du compte de capital et des opérations financières. Cependant, le solde des transactions courantes s'est aggravé d'environ 15,1% en raison de la conjugaison de la baisse des exportations des biens et de l'augmentation des importations.

La balance commerciale a enregistré un déficit de 212,3 milliards de FCFA en 2013 contre 235,1 milliards de FCFA en 2012. Cette évolution est imputable à la faible progression des exportations des biens (6,6%), liée au recul de la vente de l'uranium, alors que les importations des biens s'accroissaient de 2,6%. La hausse de ces importations est liée à la poursuite des achats des biens d'équipement et des biens intermédiaires qui restent encore élevés. Ainsi, Les échanges extérieurs en 2014 se caractérisent par une hausse de 6,2% des importations et une baisse de 2,3% des exportations. Le déficit du commerce extérieur s'établit à 20,6% du PIB en 2014 contre 16,4% en 2013.

Les estimations de la balance commerciale du Niger en 2014 font état d'un solde déficitaire de 349,3 milliards de FCFA après une détérioration de 212,3 milliards de FCFA en 2013. Cette évolution s'expliquerait par une hausse des importations (+35,3 milliards de FCFA) et une baisse des exportations (143 milliards de FCFA). Le taux de couverture des importations par les exportations qui ressort de ces évolutions s'établit à 57,9% en 2013 contre 55,5% en 2012. Cela traduit la forte dépendance de notre économie vis-à-vis de l'extérieur et de sa vulnérabilité face aux chocs externes.

L'excédent du compte de capital s'est amélioré en 2013 pour ressortir à 282,1 milliards de FCFA en 2013 contre 139,2 milliards de FCFA du fait des transferts reçus par les administrations publiques. La baisse de ces derniers en 2014 se traduit par une détérioration de cet excédent qui s'établit à 182,4 milliards de FCFA.

**Tableau N°8: balance des paiements**

<b>En milliards de FCFA</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>variation en %</b>
<b>Comptes des transactions courantes</b>	<b>-568,2</b>	<b>-654,2</b>	<b>15,1</b>
<b>Balance commerciale</b>	<b>-212,3</b>	<b>-390,6</b>	<b>84,0</b>
Exportations FOB	784,6	641,6	-18,2
Importations FOB	-996,9	-1032,2	3,5
<b>Balance biens et Services (nf)</b>	<b>-623,0</b>	<b>-762,4</b>	<b>22,4</b>
Exportations	857,5	719,1	-16,1
Importations	-1480,5	-1481,5	0,1
Services (non facteurs)	-410,7	-371,8	-9,5
Credit	72,9	77,5	6,3
Debit	-483,6	-449,3	-7,1
dont Frêt et Assurance	-256,1	-266,1	3,9
<b>Revenus (services facteurs)</b>	<b>-91,3</b>	<b>-63,4</b>	<b>-30,5</b>
Credit	41,5	42,6	2,7
Debit	-132,8	-106,0	-20,2
dont: Intérêts sur la dette publique	-8,4	-9,7	15,5
<b>Transferts courants</b>	<b>146,0</b>	<b>171,6</b>	<b>17,5</b>
Administrations publiques (notamment aide budgétaire)	78,7	91,8	16,6
Autres secteurs	67,3	79,8	18,6
<b>Comptes de capital et d'opérations financières</b>	<b>674,8</b>	<b>835,5</b>	<b>23,8</b>
Transferts de capital (nets)	282,1	182,4	-35,3
Opérations financières	392,7	653,1	66,3
<b>SOLDE GLOBAL</b>	<b>99,1</b>	<b>181,3</b>	<b>82,9</b>

Source : BCEAO

### 3.4 Situation monétaire

L'évolution des agrégats monétaires entre 2012 et 2013 a été marquée par un accroissement des avoirs extérieurs nets (23,8%), de la masse monétaire (10,3%) et une baisse de crédit intérieur (10,4%). En 2014, l'expansion des avoirs extérieurs nets se poursuit de 34,0% tandis que la masse monétaire connaît accroissement de 25,0%. Cependant, le crédit intérieur observe un accroissement de 15,0% en glissement annuel par rapport à son niveau de 2013.

#### 3.4.1 Avoirs extérieurs nets

Les avoirs extérieurs nets se sont accrus de 23,8% en 2013 et de 34,1% en 2014. Ils étaient de 431,3 milliards de FCFA à fin décembre 2012 et de 533,8 milliards de FCFA à fin décembre 2013. Ils s'établissent à 716 milliards de FCFA à fin décembre 2014. Cette évolution provient de l'accroissement simultané des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale et des banques secondaires. Au niveau de la Banque Centrale, les avoirs extérieurs nets ont augmenté de 11% en 2013 et de 23,8% en 2014. Quant aux banques secondaires, l'accroissement de leurs avoirs extérieurs nets est de 484,5% en 2013 et 105,0% en 2014.

### 3.4.2 Crédit intérieur.

Le crédit intérieur a enregistré une baisse de 4,7% en 2013. Il était de 454,8 milliards de FCFA en 2012 et passa à 433,4 milliards de FCFA en fin Décembre 2013. Cette situation s'explique par une détérioration de la Position Nette du Gouvernement de 41,3 milliards de FCFA. Toutefois, les crédits à l'économie (à court terme et long terme) ont connu une progression globale de 4% en lien direct avec des avances de trésorerie octroyées à des sociétés pétrolières, minières, des télécommunications, de l'énergie, des transports, du commerce général et des services. Ces avances de trésorerie continueront d'influencer la progression de l'encours des crédits ordinaires en 2014

L'encours du crédit intérieur s'établit à 498,5 milliards de FCFA à fin décembre 2014, en hausse de 65,19 milliards de FCFA par rapport à son niveau de 2013 en glissement annuel. Cet accroissement est imputable à une augmentation de crédit à l'économie de 53,8 milliards de FCFA, appuyé par l'accroissement de 10,5% des crédits ordinaires et atténué par l'amélioration de la Position Nette du Gouvernement en liaison directe avec la hausse de ses dépôts auprès du système bancaire.

### 3.4.3 Masse monétaire

La masse monétaire était de 1110.9 milliards de FCFA à fin Décembre 2014. Elle était de 885.3 milliards de FCFA à fin Décembre 2013 et de 802.5 milliards de FCFA à fin Décembre 2012. Cette évolution correspond à une expansion de 10.4% en 2013 et de 25.4% en 2014. Elle s'explique par un accroissement simultané de la circulation fiduciaire (15.3% et 26.2% respectivement en 2013 et 2014) et des dépôts en banque (6.9% et 24.9% respectivement en 2013 et 2014)

**Tableau N°9 : Evolution de la situation monétaire en milliards de FCFA**

En milliards de FCFA	2012	2013	2014	variation % 2012/13	Variation % 2013/14
<b>Avoirs extérieurs nets</b>	<b>431,3</b>	<b>533,8</b>	<b>716</b>	<b>23,8</b>	<b>34,1</b>
Banque centrale	419,7	466	576,9	11,0	23,8
Banques commerciales	11,6	67,8	139	484,5	105,0
<b>Crédit intérieur</b>	<b>454,8</b>	<b>433,4</b>	<b>498,5</b>	<b>-4,7</b>	<b>15,0</b>
Position nette du Gouvernement	-45,1	-86,4	-75,1	91,6	-13,1
Crédits à l'économie	499,9	519,8	573,6	4,0	10,4
<b>Masse monétaire</b>	<b>802,5</b>	<b>885,8</b>	<b>1110,9</b>	<b>10,4</b>	<b>25,4</b>
Circulation fiduciaire	345,2	398,1	502,6	15,3	26,2
Dépôts en banques	454,1	485,4	606,4	6,9	24,9
Dépôts en CCP	3,3	2,2	1,8	-33,3	-18,2

Source : BCEAO

## CHAPITRE 4 : LES ESTIMATIONS POUR 2015

Les objectifs de politiques économiques pour l'année 2015 s'inscrivent dans le cadre de l'achèvement de la mise en œuvre du Plan de Développement Économique et Social (PDES 2012-2015) dont le but est d'assurer une coordination et une gestion plus efficace des politiques publiques. Ils s'inscrivent aussi dans la poursuite de l'accroissement des investissements publics surtout dans les infrastructures et la mise en œuvre plus large de l'initiative 3N (les Nigériens Nourrissent le Nigériens), le tout dans un contexte de sécurité renforcée. Parmi les principaux objectifs qui seront poursuivis, on note :

- la maîtrise de l'eau et le développement de l'irrigation à l'effet de réduire la dépendance de la production agricole aux aléas climatiques ;
- la recherche d'une croissance forte, diversifiée, durable et créatrice d'emplois ;
- la poursuite du programme économique et financier avec le FMI ;
- le développement des infrastructures ;
- la poursuite des réformes favorables au processus d'intégration.

La réalisation de ces objectifs devrait se traduire par les évolutions ci-dessous :

### 4.1 Croissance économique et inflation

Sur la base du dernier cadrage en date du 02 mai 2015, le taux de croissance serait de 4,8% en 2015 contre 6,9% en 2014, soit une baisse 2,1%. Cette baisse serait imputable, en partie, par la faible production agricole attendue en 2015 après le rebond observé en 2014. En effet, le secteur rural continuerait d'être le moteur traditionnel de la croissance et bénéficierait d'un soutien massif des dépenses publiques consacrées aux cultures irriguées à travers l'initiative 3N, en dépit des aléas climatiques qui limitent les efforts du Gouvernement dans ce domaine.

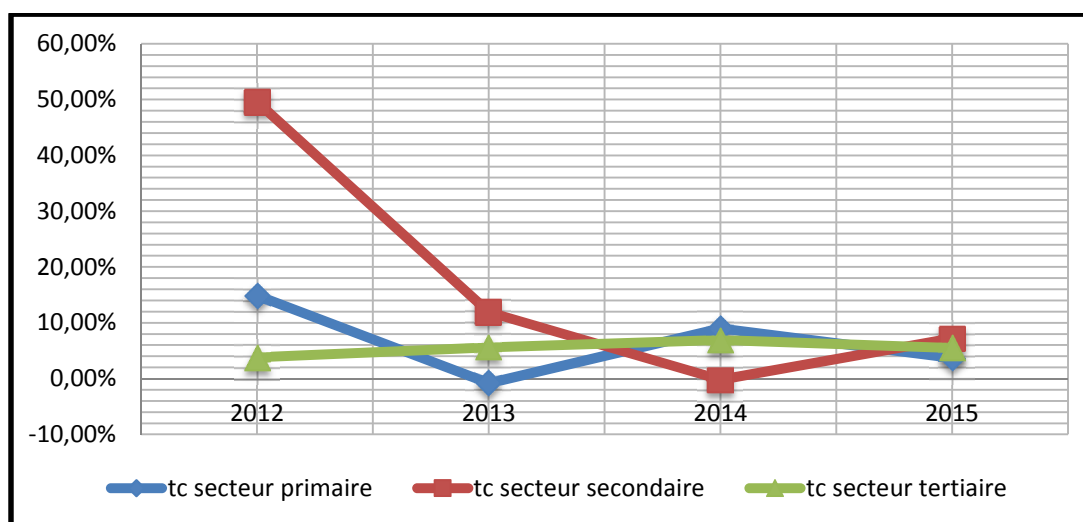
En termes d'offre, les évolutions sectorielles se présentent comme suit :

**Le secteur primaire** enregistrerait un taux de croissance de 3,2% en 2015 contre une hausse de 9,0% en 2014 et une baisse de 0,8% en 2013. Cette performance du secteur primaire est imputable à la production agricole qui accroîtrait de 4,2% en 2015. La hausse a été particulièrement soutenue par les cultures irriguées.

S'agissant du **secteur secondaire**, il s'établirait à 18,90% du PIB en 2015, après 19,5% en 2014, à la faveur de la production pétrolière, alors que, au cours de ces dernières années, son poids tournait autour de 12,0%. En 2015, ce secteur a enregistré une hausse de 7,2% en rapport direct avec la reprise des activités extractives et des activités de fabrication.

Concernant le **secteur tertiaire**, le taux de croissance serait de 5,5% en 2015 contre 6,9% en 2014, soit une baisse de 1,4%. Cette performance est exclusivement liée à l'augmentation de 7,2% des activités du commerce.

+

**Graphique 12 : Secteurs d'activité économique : croissance en %**

Source : Comité Technique Conjoint chargé du cadrage macroéconomique et budgétaire, juin 2015. NB tc = taux de croissance

Du côté de la demande, les évolutions se présenteraient comme suit :

**La consommation finale** progresserait de 3% en 2015 en s'établissant à 2584 milliards de FCFA contre 2507 milliards de FCFA en 2014. Cette évolution résulterait d'une baisse de 6,8% de la consommation publique et d'une progression de 5,2% de la consommation privée.

**Les investissements** progresseraient de 5,6% en 2015 contre 10,6% en 2014, soit un écart de 5,0%. Cette évolution s'expliquerait exclusivement par l'augmentation de la Formation Brute de Capital Fixe(FBCF) privée qui passerait de 11,5% en 2014 à 5,9% en 2015 ;

**Les exportations** devraient progresser de 5,2% en 2015 en rapport avec une reprise des activités extractives au niveau des secteurs minier et pétrolier et de la reprise des exportations des produits agricoles.

La hausse de 2,1% **des importations** en 2015 serait principalement liée à la poursuite des achats de certains biens d'équipement et de biens intermédiaires qui restent encore élevés.

En moyenne annuelle, le taux d'**inflation** s'établirait à 1,2% en 2015 en direct rapport avec la bonne production alimentaire enregistrée en 2014 et les mesures qui seront prises par le Gouvernement pour un meilleur approvisionnement des marchés en produits agricoles.

#### **4.2 Finances publiques et dette publique.**

En 2015, la situation des finances publiques se caractériserait par une aggravation du déficit global. Hors dons, il ressortirait à 15,2% du PIB en 2015 contre 11% du PIB en 2014. Les recettes totales enregistreraient une hausse de 18,9% pour représenter 19,4% du PIB. Cette amélioration s'expliquerait par les efforts envisagés pour renforcer les recettes fiscales, qui devraient augmenter de 19% et se situer à 17,5% du PIB. Quant aux recettes non fiscales, elles progresseraient de 5,9%.

Les dépenses totales ressortiront en hausse de 29,8% par rapport l'année précédente pour se situer 1503 milliards de FCFA en 2015 contre 1157,8 milliards de FCFA en 2014. Cette évolution se justifierait essentiellement par le renforcement des dépenses courantes et en capital et prêts nets qui croîtraient respectivement de 5,4% et 52,3%.

Le tableau qui suit présente la situation des principaux agrégats des finances publiques en 2014 et les perspectives pour 2015..

**Tableau N° 10: Évolution des agrégats des finances publiques en milliards de FCFA**

En milliards de FCFA	2014	2015	variation en %
Recettes totales	714,5	849,5	18,9
Recettes fiscales	633,6	754,2	19,0
Recettes non fiscales et budgets annexes	76,3	80,8	5,9
Dépenses totales	1157,8	1503	29,8
Dépenses courantes	566,5	597,1	5,4
Traitements et salaires	212,9	230	8,0
Dépenses en capital et prêts nets	577,01	878,7	52,3
Dépenses d'équipement sur ressources propres	323,9	426,7	31,7
Dépenses d'équipement sur ressources extérieures	253,1	452	78,6
Solde global hors dons	-443,3	-653,5	47,4
Solde global y compris dons	-224,4	-159,2	-29,1
Variation des arriérés (réduction -)	-14,4	-3,4	-76,4
Solde global (base encaissements/décaissements)	-457,9	-656,8	43,4
Financement	457,9	656,7	43,4
Financement extérieur	312,1	531,3	70,2
Financement intérieur	145,8	125,4	-14,0

**Source :** Direction des réformes financières (DRF)/ME/F

En 2015, l'encours de la dette publique en fin de période est projeté à 950,5 milliards de FCFA contre 841,5 milliards en 2014, correspondant à une hausse de 12,9%. La dette intérieure est estimée à 37,8 milliards de FCFA, en baisse de 27,4% par rapport à l'année 2014.

#### 4.3 Balance des paiements

En 2015 le solde de la balance de paiement devrait ressortir excédentaire de 180,7 milliards de FCFA, en baisse de 0,33% par rapport à l'année 2014. Cette situation résulterait d'une dégradation du compte courant et d'un excédent du compte de capital et d'opérations financières.

Le solde structurellement déficitaire de la balance courante connaîtrait une détérioration de 70,1 milliards de FCFA en passant de 654,2 milliards de FCFA en 2014 à 724,3 milliards de FCFA en 2015. Cette situation résulterait du repli des services nets de 48milliards de FCFA, de la dégradation des revenus nets de 4,3 milliards de FCFA, de la détérioration des transferts de 24,6 milliards de FCFA atténuée par l'accroissement du solde commercial de 6,7 milliards de FCFA.

**Tableau N°11 : Principaux indicateurs de la Balances de paiements**

	2014	2015	Variation en%
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	-654,2	-724,3	10,7
Balance commerciale	-390,6	-383,9	-1,7
Exportations FOB	641,6	758,1	18,2
Importations FOB	-1032,2	-1142,3	10,7
Balance biens et Services (nf)	-762,4	-803,6	5,4
Exportations	719,1	835,4	16,2
Importations	-1481,5	-1639,1	10,6
Exportations FOB	641,6	758,1	18,2
Importations FOB	1032,2	1142	10,6
Transferts courants	171,6	147	-14,3
COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES	835,5	905	8,3
Operations financières	653,1	653,7	0,1
SOLDE GLOBAL	181,3	180,7	-0,3
FINANCEMENT	-181,3	-180,7	-0,3

Source : BCEAO

#### 4.4 Situation monétaire

En 2015, l'évolution des agrégats monétaires serait marquée par une baisse des crédits à l'économie et un accroissement de la masse monétaire et des avoirs extérieurs nets.

Les avoirs extérieurs nets progresseraient de 15,7% pour s'établir 828,5 milliards de FCFA à fin décembre 2015 contre 716 milliards de FCFA à la même période en 2014. Cette évolution serait attribuable principalement aux flux des avoirs nets de la Banque Centrale. La position nette débitrice du Gouvernement, en détérioration, se chiffrerait à 52,9 milliards de FCFA à fin décembre 2015, contre -75,1 milliards de FCFA en 2014.

Les crédits à l'économie progresserait de 1,73% pour s'établir à 583,5 milliards de FCFA à fin décembre 2015 contre 573,6 milliards de FCFA à la même en 2014.

Concernant la masse monétaire, elle enregistrerait un accroissement 12.4% pour se situer 1248,6 milliards de FCFA à fin décembre 2015. Cette hausse de la liquidité globale se reflèterait dans l'accroissement de dépôts à terme.

**Tableau N°12: Situation monétaire**

En milliards de FCFA	2014	2015	Variation en %
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	716	828,5	<b>15,7</b>
Avoirs extérieurs bruts	987,9	1158,5	<b>17,3</b>
Engagements	271,9	330	<b>21,4</b>
<b>CREDITS INTERIEURS</b>	498,5	530,7	<b>6,5</b>
Position Nette du Gouvernement(PNG)	-75,1	-52,9	<b>-29,6</b>
Crédits à l'économie	573,6	583,5	<b>1,7</b>
Total Actif = Passif	1214,4	1359,2	<b>11,9</b>
<b>Masse monétaire totale</b>	<b>1110,9</b>	<b>1248,6</b>	<b>12,4</b>
Masse monétaire (M1)	897,8	1026,8	<b>14,4</b>
Circulation Fiduciaire	502,6	491	<b>-2,3</b>
Dépôts à vue	395,2	394,79	<b>-0,1</b>
Dépôts à terme	213,1	221,8	<b>4,1</b>
Autres éléments nets	103,6	110,6	<b>6,8</b>

Source : BCEAO

#### 5.4 Critères de convergence

En matière de convergence au sein de l'UEMOA, il ressort du tableau ci-dessus que le Niger ne rencontre pas beaucoup de difficultés en matière de respect régulier des critères de convergence. En 2015, trois (3) critères sur cinq (5) seraient respectés dont deux (2) du premier rang et un (1) du second rang, ce qui est identique à la situation observée en 2014.

**Tableau N°13: Critères de convergence de l'UEMOA**

<b>Critères de convergence UEMOA</b>			
<b>Critères de premier rang:</b>	<b>Ratio souhaité</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>
Ratio du solde global base engagement dons compris / PIB )	<b>&gt;= -3%</b>	-5,60%	-9,10%
Taux d'inflation (IHPC Niamey)	<b>&lt;=3%</b>	-0,90%	1,20%
Ratio de l'encours de la dette intérieure et extérieure / PIB m	<b>&lt;=70%</b>	24,80%	27,10%
Variation des Arriérés de paiement intérieurs (en milliards de FCFA)	<b>&lt;=0</b>	-14,40%	-3,50%
Variation des Arriérés de paiement extérieurs (en milliards de FCFA)	<b>&lt;=0</b>	0	0
<b>Critères de second rang:</b>			
Ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales	<b>&lt;=35%</b>	33,60%	30,50%
Ratio invest. publics financés sur ress. internes sur rec. Fiscales	<b>&gt;=20%</b>	51,90%	54,10%
Ratio déficit extérieur courant hors transferts publics / PIB m	<b>&gt;= -5%</b>	-18,50%	-19%
Taux de pression fiscale (= Recettes fiscales / PIB m)	<b>&gt;=20%</b>	15,50%	17,20%

Source : Comité Technique Conjoint chargé du cadrage macroéconomique, juin 2015



## Conclusion générale

Le Rapport Economique et Financier intervient dans un contexte marqué, globalement, par une reprise progressive de la croissance économique au niveau mondial. Toutefois, la poursuite de la reprise de l'économie mondiale se fait à des rythmes différenciés selon les régions et les pays. Les pays émergents et en développement ont été fortement pénalisés par la baisse des prix des matières premières, par le retard accusé dans la mise en œuvre des réformes structurelles nécessaires et par le durcissement des conditions de financement extérieur, alors que la reprise des pays développés devrait se poursuivre, mais à un rythme graduel, notamment dans la zone euro, notre principal partenaire.

S'agissant des matières premières, les cours baisseraient globalement en 2015 après une légère progression en 2014. Cette évolution serait liée à la chute du marché du pétrole de 46,4% depuis fin 2014.

Au plan national, l'activité économique semble se maintenir dans une trajectoire plutôt favorable dans un contexte marqué par la poursuite de la mise en œuvre du Plan de Développement Économique et Social (PDES) dont celle du plan d'actions de l'Initiative 3N « les Nigériens Nourrissent les Nigériens » ainsi que de la gestion du contexte sécuritaire régional. Il a été également marqué par la poursuite du Programme Économique et Financier, appuyé par la Facilité Élargie de Crédit (FEC) du FMI qui a permis de renforcer la mobilisation des ressources extérieures, notamment les appuis budgétaires. Au cours de ces dernières années l'activité économique a enregistré des performances appréciables. La croissance économique ressortirait de ce fait à 4,8% en 2015 après 6,9% en 2014. S'agissant de l'inflation, en moyenne annuelle, le taux s'établirait à 1,2% en 2015 contre -0,9% en 2014, en ligne avec la bonne production alimentaire enregistrée en 2014 et les mesures qui seront prises par le gouvernement pour un meilleur approvisionnement des marchés en produits agricoles.

Les finances publiques connaissent une bonne progression grâce au bon niveau de recouvrement des recettes courantes, notamment les recettes fiscales. Parallèlement, l'on a enregistré une évolution des dépenses courantes et des dépenses en capital au cours de ces dernières années. En effet, des efforts conséquents en infrastructures, en réformes structurelles et à travers des politiques sectorielles ont été consentis et leur impact sur la croissance, l'emploi et les indicateurs de développement humain commencent, à être palpable.

La reprise des activités d'exploitation de pétrole, devraient permettre au secteur secondaire de s'accroître davantage. Avec les perspectives d'exportation du pétrole brut, du démarrage de la production d'uranium sur le site IMOURAREN et de l'exploitation de la cimenterie de Keita, l'on pourrait s'attendre à une plus grande contribution de ce secteur au Produit Intérieur Brut.

En matière de convergence macroéconomique, le respect des critères s'est amélioré au cours de ces dernières années. Toutefois pour réaliser les objectifs du PDES dans le but de permettre à l'économie d'émerger, le Gouvernement devrait poursuivre la mise en œuvre des mesures appropriées pour réduire l'inflation, conforter les efforts de mobilisation de recettes en veillant au maintien de la redynamisation de l'administration fiscale et de maîtrise des dépenses courantes, notamment les dépenses relatives à la masse salariale.

**REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES**

**BCEAO (2015) :** *bulletin trimestriel de statistiques : quatrième trimestre 2014 ;*

**BCEAO (2015) :** *Rapport sur la politique monétaire : quatrième trimestre 2014 ;*

**Comité Conjoint de Cadrage macroéconomique et budgétaire (2015):** Note de cadrage macro-économique et budgétaire 2015-2017 et 2016-2018 ;

**FMI (2015) :** *Perspectives économiques mondiales, octobre 2015 ;*

**Ministère du Plan, de l'aménagement du Territoire et du Développement Communautaire, Institut National de la Statistique :** *Comptes économiques de la nation, estimations 2012 provisoire 2010 définitif 2008-2009 ;*

**Ministère du Plan, de l'aménagement du Territoire et du Développement Communautaire, Institut National de la Statistique :** *Comptes économiques de la nation, estimations 2013, provisoire 2012 définitif 2010-2011 ;*

**Ministère du Plan, de l'aménagement du Territoire et du Développement Communautaire, Institut National de la Statistique :** *Comptes économiques de la nation, estimations 2014, provisoire 2013, définitif 2011-2012 ;*

**Ministère du Plan, de l'aménagement du Territoire et du Développement Communautaire, Institut National de la Statistique :** le Niger en chiffres ;

**UEMOA (2015) :** *Rapport semestriel d'exécution de la surveillance multilatérale 2012, 2013, et 2014.*

Sites Internet visités :

[www.oecd.org](http://www.oecd.org)

[www.afristat.org](http://www.afristat.org)

[www.insee.fr](http://www.insee.fr)

[www.worldbank.org](http://www.worldbank.org)

[www.imf.org](http://www.imf.org)

[www.bceao.int](http://www.bceao.int)

## ANNEXES

**Tableau 1 : Évolution des agrégats du secteur réel**

	2012	2013	2014	2015
<b>Ressources et emplois des biens &amp; services</b>				
PIB aux prix du marché (mrd. FCFA courants)	3 544,20	3 795,70	4 038,70	4 312,70
PIB aux prix du marché hors pétrole (mrd. FCFA courants)	3440,7	3683,6	3934	4249,8
PIB aux prix du marché hors ressources naturelles PIB HRN (mrd. FCFA courants)	3236,4	3467,1	3688,3	3964
Part du PIB du secteur informel (en % PIBf)	65,40%	63,10%	63,10%	62,70%
Taux de croissance réelle du PIB aux prix du marché	11,80%	4,60%	6,90%	4,80%
Taux de croissance réelle du PIB aux prix du marché hors pétrole	8,90%	4,10%	7,40%	4,60%
Taux de croissance réelle du PIB aux prix du marché hors ressources naturelles	8,80%	4,40%	7,10%	4,50%
Taux de croissance réelle du PIB au coût des facteurs	14,80%	3,70%	6,50%	5,00%
- PIB secteur primaire	14,90%	-0,80%	9,00%	3,70%
- PIB secteur secondaire	49,50%	11,90%	-0,20%	7,20%
- PIB secteur tertiaire	3,80%	5,70%	6,80%	5,50%
- PIB secteur informel	10,40%	0,80%	7,00%	4,10%
- PIB Ressources naturelles	150,10%	9,00%	3,50%	11,80%
- PIB marchand	12,60%	4,10%	6,20%	4,90%
FBCF total (mrd. FCFA courants)	1 256,50	1 371,40	1 536,70	1 730,40
- FBCF privée (mrd. FCFA courants)	906,4	941,4	1083,5	1203,2
- FBCF publique (mrd. FCFA courants)	350,1	430,1	453,2	527,2
Taux d'investissements bruts (I/PIBm)	36,20%	36,30%	38,50%	40,10%
Taux d'investissements bruts HRN (I/PIB HRN)	50,80%	52,20%	55,10%	58,70%
Taux d'investissement fixe (FBCF/PIBm)	35,50%	36,10%	38,00%	40,10%
- FBCF privée en % du PIBm	27,20%	26,60%	30,20%	30,10%
- FBCF publique en % du PIBm	10,50%	12,20%	12,10%	13,20%
Coefficient marginal de capital	2,2	5,1	5,7	5,7
Taux d'épargne intérieure (en % PIBm)	18,70%	19,90%	17,80%	21,50%
Taux d'épargne extérieure (= - balance des ressources BP/PIBm)	17,50%	16,40%	20,60%	18,60%
Taux d'épargne nationale brute (en % PIBm)	21,50%	21,30%	20,50%	23,30%
Taux de consommation (en % PIBm)	81,30%	80,10%	82,20%	78,50%
- Taux de consommation privée	68,10%	67,00%	66,00%	65,20%
- Taux de consommation publique	13,20%	13,10%	16,20%	13,30%
PIB par tête de la population (en FCFA)	206 794	213 158	218 291	224 349
Produit national brut par tête en FCFA courants	212 553	216 232	224 139	228 475
Produit national brut par tête en FCFA constants (2006)	159 111	158 063	164 612	164 738
Taux de croissance réel du Produit national brut par tête	0,90%	-0,70%	4,10%	0,10%

Source : Comité Technique Conjoint chargé du cadrage macroéconomique et budgétaire des lois de finances, juin 2015

**Tableau 2 : évolution des agrégats des finances publique en milliards de FCFA**

	2012	2013	2014	2015
<b>Recettes totales (TOFE)</b>	539,2	628,5	714,5	849,5
Recettes fiscales	492,1	577,3	633,6	754,2
Hors ressources naturelles	343	427,4	490,1	611,8
Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	152,2	175,8	190,8	191,9
Impôts sur les biens et services	204,9	202,2	228	287,3
Taxes sur commerce extérieur	124,6	146,6	153,8	218,7
Autres Recettes fiscales	0	41	51,7	46,3
Recettes fiscales pour compte des tiers	10,4	11,8	9,3	10
Recettes non fiscales	47,1	51,2	80,9	92,3
Hors ressources naturelles	33,9	30,2	64,7	75,1
Ressources naturelles	9,6	16	11,6	5,7
Dividendes	38,1	25,8	9,1	5,4
Autres recettes non fiscales	5,4	20,4	67,2	75,5
Recettes bud. ann + c.s	3,6	5	4,6	11,5
Dépenses totales	799,2	1030,3	1157,8	1503
Dépenses courantes	405	511,6	580,8	624,4
Dépenses courantes budgétaires	391,6	497	566,5	597,1
Traitements et salaires	155,2	189,8	212,9	230
Matériels et fournitures	80,4	105,8	128,4	147,1
Subventions et transferts	149,6	188	212,1	188,6
Intérêts exigibles	10,8	11,5	15,8	31,3
Dette extérieure	6,9	8,4	9,7	16,6
Dette intérieure	3,9	3,1	6,1	14,7
Budgets annexes/comptes spéciaux	13,4	14,6	14,3	27,3
Dépenses en capital et prêts nets	394,2	518,7	577	878,7
Dépenses d'équipement	394,2	518,7	577	878,7
Sur ressources budgétaires	198,6	194,6	323,9	426,7
Sur ressources extérieures	195,6	324,1	253,1	452
Solde global (base engagement) hors dons	-260	-401,8	-443,3	-653,5
Solde global (base engagement)dons compris	-43,5	-97	-224,4	-393,3
Solde primaire hors ressources naturelles	-610,5	-826,2	-914,9	-1236,3
Solde global (base encais./décais.)	-251,2	-409,3	-457,7	-656,8
Financement	247,4	424,7	458	656,8
Financement extérieur	289,6	407,3	312,2	531,3
Dons	216,5	304,8	218,9	260,2
Prêts	88,6	116,7	109,4	299,5
Financement intérieur	-42,2	17,4	145,8	125,4
Secteur bancaire	-42,7	-31,5	28	22,2
Secteur non bancaire	0,5	48,9	117,8	103,2

Source : Comité Technique Conjoint chargé du cadrage macroéconomique et budgétaire des lois de finances, juin 2015

**Tableau 3 : Balance des paiements en % du PIB**

Balance des paiements	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Taux d'importation (en % du PIBm), prix cour.	49,1%	47,8%	39,4%	39,0%	40,9%	38,0%
Taux d'exportation (en % du PIBm), prix cour.	22,2%	20,9%	21,9%	22,6%	20,3%	19,4%
Déficit commercial (fob) en % du PIBm	-14,2%	-14,4%	-6,6%	-5,6%	-9,7%	-8,9%
Balance des ressources (X-Mcaf) en % du PIBm	-26,9%	-26,9%	-17,5%	-16,4%	-18,9%	-18,6%
Compte courant (hors transf. off.) en % du PIBm	-25,4%	-24,9%	-18,0%	-17,0%	-18,5%	-18,5%
Compte courant (y compris transf. off.) en % du PIBm	-19,8%	-22,3%	-14,7%	-15,0%	-16,2%	-16,8%
Réserves nettes en mois d'importations caf	2,4	2,3	3,5	4,3	5,2	5,8
Ratio du service de la dette due en % des exportations	2,4%	2,7%	3,2%	3,2%	4,3%	5,9%

Source : Comité Technique Conjoint chargé du cadrage macroéconomique et budgétaire des lois de finances, juin 2015

**Tableau 4 : Situation monétaire, en milliards de FCFA**

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	<b>292,9</b>	<b>263,5</b>	<b>431,4</b>	<b>533,8</b>	<b>716,0</b>	<b>828,5</b>
Avoirs extérieurs bruts	495,7	474,1	661,5	806,5	987,9	1158,5
Engagements	202,8	210,6	230,1	272,7	271,9	330,0
<b>CREDITS INTERIEURS</b>	<b>350,4</b>	<b>418,8</b>	<b>454,9</b>	<b>433,4</b>	<b>498,5</b>	<b>530,7</b>
Position Nette du Gouvernement (PNG)	3,3	16,2	-45,1	-86,4	-75,1	-52,9
Crédits à l'économie	347,1	402,6	500,0	519,8	573,6	583,5
Total Actif = Passif	<b>643,3</b>	<b>682,3</b>	<b>886,3</b>	<b>967,2</b>	<b>1 214,4</b>	<b>1 359,2</b>
Masse monétaire totale	<b>575,3</b>	<b>611,5</b>	<b>802,6</b>	<b>885,8</b>	<b>1 110,9</b>	<b>1 248,6</b>
Masse monétaire (M1)	<b>451,1</b>	<b>478,9</b>	<b>640,6</b>	<b>709,2</b>	<b>897,8</b>	<b>1 026,8</b>
Circulation Fiduciaire	234,1	269,9	345,2	398,1	502,6	491,0
Dépôts à vue	217,0	209,0	295,4	311,1	395,2	394,7
Dépôts à terme	124,2	132,6	162,0	176,6	213,1	221,8
Autres éléments nets	68,0	70,8	83,7	81,4	103,6	110,6
<b>En pourcentage du PIB</b>						
Crédits intérieurs en % du PIB	<b>12,4%</b>	<b>13,8%</b>	<b>12,8%</b>	<b>11,4%</b>	<b>12,3%</b>	<b>12,3%</b>
Crédits à l'Etat (PNG) en % du PIB	0,1%	0,5%	-1,3%	-2,3%	-1,9%	-1,2%
Crédits à l'économie en % du PIB	12,3%	13,3%	14,1%	13,7%	14,2%	13,5%
Taux de croissance Masse monétaire (M1)	<b>26,4%</b>	<b>6,2%</b>	<b>33,8%</b>	<b>10,7%</b>	<b>26,6%</b>	<b>14,4%</b>
Taux de croissance Masse monétaire totale	<b>21,6%</b>	<b>6,3%</b>	<b>31,2%</b>	<b>10,4%</b>	<b>25,4%</b>	<b>12,4%</b>
Vitesse de circulation de la monnaie (M1)	<b>6,3</b>	<b>6,3</b>	<b>5,5</b>	<b>5,4</b>	<b>4,5</b>	<b>4,2</b>
Vitesse de circulation de la monnaie et de la quasi-monnaie	<b>4,9</b>	<b>4,9</b>	<b>4,4</b>	<b>4,3</b>	<b>3,6</b>	<b>3,5</b>
Pour mémoire: Taux croiss. PIB aux prix du marché	11,1%	6,8%	17,2%	7,1%	6,4%	6,8%

**Tableau 5 : Dette publique extérieure et intérieure**

en milliards de FCFA	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Dette extérieure</b>					
Encours en début de période	629,4	664,4	735,1	841,5	950,5
Tirages sur emprunts extérieurs	45,1	88,6	125,2	134,8	215,2
Service de la dette extérieure	-17,0	-24,8	-27,2	-35,5	-49,2
Remboursement sur principal	-10,1	-17,9	-18,8	-25,8	-32,6
Intérêts	-6,9	-6,9	-8,4	-9,7	-16,6
Encours en fin d'année	664,4	735,1	841,5	950,5	1 133,0
<b>Dette intérieure</b>	68,5	61,3	62,9	52,1	37,8
Ratio dette publique extérieure / PIBm	22,0%	20,7%	22,2%	23,5%	26,3%
Ratio dette publique int.+ext. / PIBm	24,2%	22,5%	23,8%	24,8%	27,1%

Source : Comité Technique Conjoint chargé du cadrage macroéconomique et budgétaire des lois de finances, juin 2015